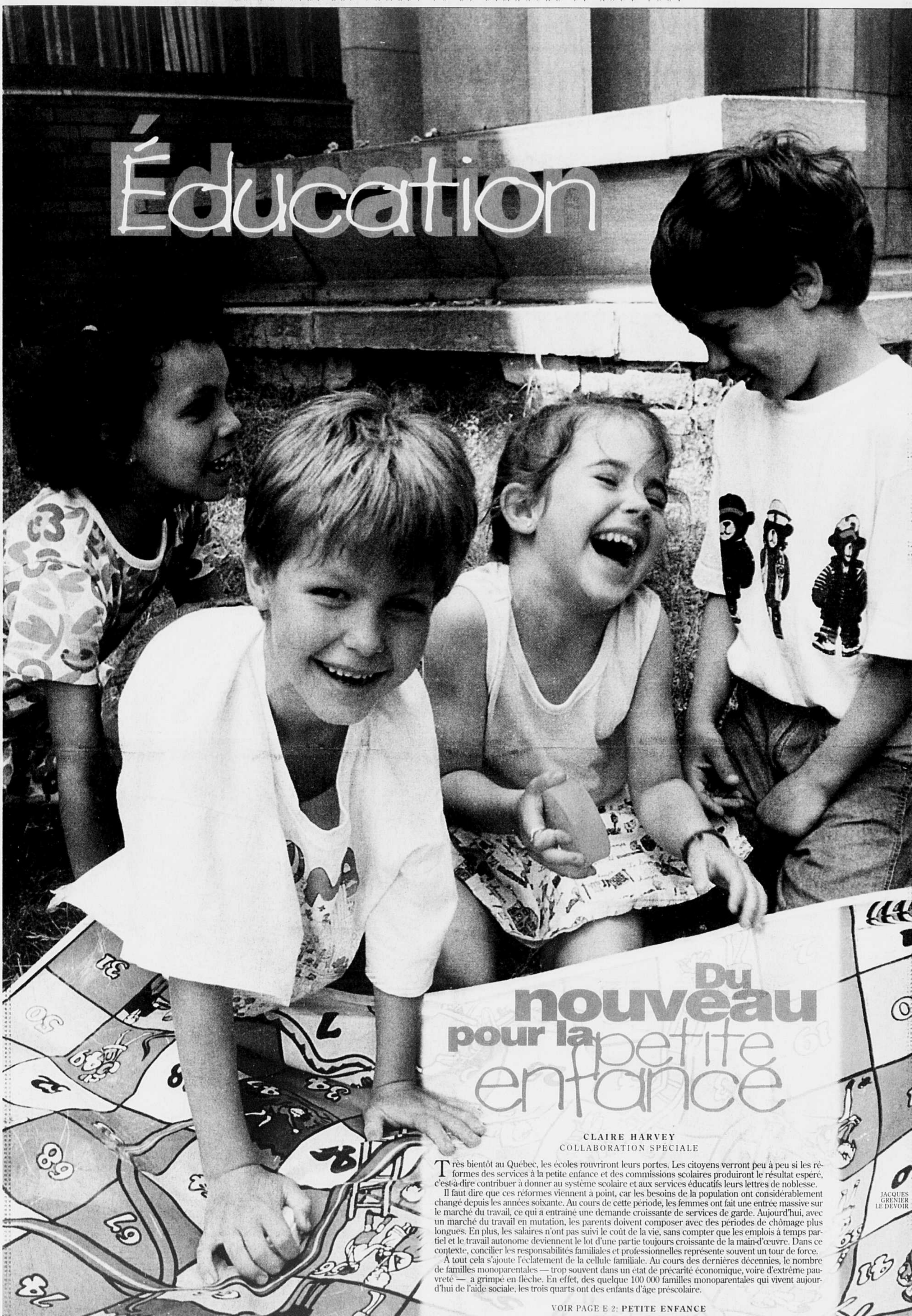


Éducation



Du nouveau pour la petite enfance

CLAIRE HARVEY
COLLABORATION SPÉCIALE

Très bientôt au Québec, les écoles rouvriront leurs portes. Les citoyens verront peu à peu si les réformes des services à la petite enfance et des commissions scolaires produiront le résultat espéré, c'est-à-dire contribuer à donner au système scolaire et aux services éducatifs leurs lettres de noblesse.

Il faut dire que ces réformes viennent à point, car les besoins de la population ont considérablement changé depuis les années soixante. Au cours de cette période, les femmes ont fait une entrée massive sur le marché du travail en mutation, les parents doivent composer avec des périodes de chômage plus longues. En plus, les salaires n'ont pas suivi le coût de la vie, sans compter que les emplois à temps partiel et le travail autonome deviennent le lot d'une partie toujours croissante de la main-d'œuvre. Dans ce contexte, concilier les responsabilités familiales et professionnelles représente souvent un tour de force.

A tout cela s'ajoute l'éclatement de la cellule familiale. Au cours des dernières décennies, le nombre de familles monoparentales — trop souvent dans un état de précarité économique, voire d'extrême pauvreté — a grimpé en flèche. En effet, des quelque 100 000 familles monoparentales qui vivent aujourd'hui de l'aide sociale, les trois quarts ont des enfants d'âge préscolaire.

JACQUES GRENIER
LE DEVOIR

VOIR PAGE 2: PETITE ENFANCE



déjà
10 ans

LES ENSEIGNANTES ET LES ENSEIGNANTS
DES SYNDICATS MEMBRES DE LA
FÉDÉRATION AUTONOME DU COLLÉGIAL

1259, rue Berri • Bureau 400 • Montréal • H2L 4C7
Tél. : (514) 848-9977 • Télécopieur : (514) 848-0166
Internet : fac@lafac.qc.ca

METTONS FIN AUX COMPRESIONS

pour préserver la qualité de l'enseignement collégial

• ÉDUCATION •

Petite enfance: des services mieux adaptés aux besoins des familles

SUITE DE LA PAGE E 1

Outre ces transformations économiques et sociologiques qui entraînent une réévaluation des services à la petite enfance, on remet aussi en question la légitimité d'un système scolaire confessionnel, considéré comme une structure dépassée qui ne correspond plus aux réalités de la société québécoise.

Dans son rapport rendu public en octobre dernier, la Commission des états généraux sur l'éducation proposait la laïcisation complète du système scolaire. Les commissaires soulignaient aussi «l'insuffisance, la dispersion et la discontinuité des services à la petite enfance». Un constat que corroborent les statistiques du ministère de la Famille et de l'Enfance (qui regroupe l'Office des services de garde et le Secrétariat à la famille). Ces statistiques indiquent que les services ne répondent qu'à 60 % des besoins de garde du demi-million d'enfants québécois de 0 à 5 ans.

Un projet ambitieux

Le gouvernement du Québec a donc fait les choix qui s'imposent en apportant, notamment, des modifications majeures à la politique familiale. Annoncée le 23 janvier dernier, cette politique comprend un volet sur le développement de services de garde et de services éducatifs.

Pauline Marois, ministre de l'Éducation et de la Famille, s'est engagée à mettre en place pour les moins de quatre ans des centres intégrés à la petite enfance sur la base du réseau actuel des services de garde régis. Cette nouvelle structure sera une sorte de guichet unique où pourront s'adresser les parents pour obtenir des services de garde variés, par exemple des garderies, des haltes-garderies, des garderies en milieu familial et des services de garde le soir et la nuit. On prévoit aussi intégrer les garderies à but lucratif qui le veulent au réseau des centres intégrés à la petite enfance.

Québec veut créer d'ici cinq ans quelque 73 000 places dans ces centres, dont 50 000 en milieu familial et le reste en garderie. Il ne s'agit pas nécessairement d'ouvrir de nouvelles



Enfants de la maternelle à l'école Saint-André-Apôtre

JACQUES GRENIER

garderies, mais d'augmenter la capacité d'accueil du réseau actuel. Ce projet devrait créer environ 8000 emplois. Selon le livre blanc sur la politique familiale, la mise en place de ces services de garde coûtera 937 mil-

lions de dollars. On demandera aux parents un tarif de cinq dollars par jour au lieu du coût réel, de l'ordre de 20 dollars.

À partir de septembre prochain, il y aura près de 33 000 places en garde-

rie disponibles au tarif quotidien de cinq dollars pour les enfants de quatre ans. Ceci bien sûr à condition que les garderies obtiennent du gouvernement les dix millions de dollars qui manquaient encore au moment

de mettre sous presse. Le nombre de places offertes à ce prix augmenterait d'année en année et l'accès serait progressivement élargi aux enfants plus jeunes d'ici 2001.

S'il est louable de tendre vers un parachèvement des services de garde, encore faut-il qu'ils suivent les besoins des familles. Selon Sylvie Charbonneau, porte-parole du ministère de la Famille et de l'Enfance, on formera un comité de suivi des opérations de mise en œuvre composé de représentants du ministère, des services de garde, des syndicats, des groupes de femmes et des parents. «Ce comité examinera les problèmes qui surgiront en cours de route et apportera les ajustements nécessaires.»

Les nouvelles dispositions de la politique familiale comprennent aussi l'accès gratuit en septembre 1997 à la maternelle à temps complet pour les enfants québécois de cinq ans. On compte également introduire des services éducatifs gratuits — équivalant à 23 heures 30 par semaine — destinés aux enfants de quatre ans venant de milieux défavorisés. Le contenu de ces programmes sera harmonisé avec celui de la maternelle. Ces programmes vont être offerts soit par les centres à la petite enfance qui seront créés, soit par les maternelles mi-temps qui existent déjà. Celles-ci auront aussi la responsabilité d'offrir les

services de garde le reste de la journée.

Pour faire suite aux revendications du Conseil du statut de la femme qui réclamait 44 000 places en milieu scolaire en mai dernier, Pauline Marois prévoit intégrer ce service à la réforme de l'éducation. Dans le cadre de cette réforme, le ministère révisera l'approche des services de garde en milieu scolaire pour les enfants de cinq à douze ans. Il prévoit consolider le réseau d'ici septembre 1998 et l'améliorer de différentes façons, par exemple en offrant de l'aide aux devoirs et aux leçons pour les enfants du primaire.

Une autre stratégie de la ministre Marois visait à faire le ménage dans le réseau des commissions scolaires. La ministre a mis sur pied un programme de fusions qui tient compte des objectifs d'assainissement des finances publiques du gouvernement. En juin dernier, elle est aussi parvenue à obtenir à l'Assemblée nationale le consensus nécessaire pour forcer Ottawa à adopter l'amendement constitutionnel permettant la création de commissions scolaires linguistiques.

Dans ce cahier spécial, le Devoir propose un survol des principales orientations de ces réformes qui, dans un contexte de compressions budgétaires, laissent encore de nombreux parents perplexes.

ÉDUCATION

CE CAHIER SPÉCIAL EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Coordination LOUISE-MARIE HOULE

Collaboration FABIEN DEGLISE, CHRISTIANE DUPONT, CLAIRE HARVEY, RÉGINALD HARVEY, LOUISE JACQUES, CLAUDE LAFLEUR

Révision DENIS DESJARDINS

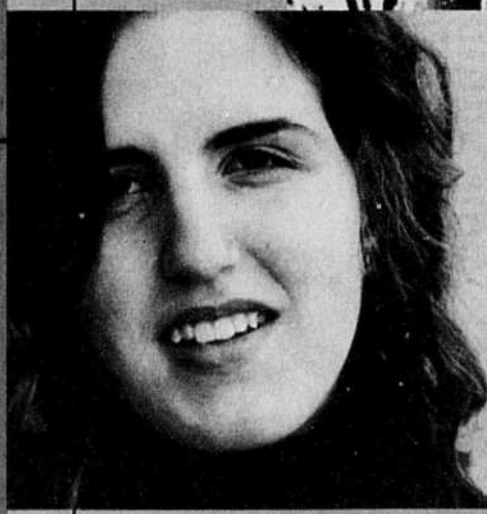
Mise en pages BENOÎT MUNGER

Direction artistique ROLAND-YVES CARIGNAN

Publicité CHRISTIANE LEGAULT

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

FAIS CE QUE DOIS



Investir
dans un système
d'éducation
de qualité,
c'est se donner
les moyens de
réussir

FNEEQ



CSN

Fédération nationale
des enseignantes et des enseignants
du Québec

1601, av. de Lorimier, Montréal H2K 4M5

514-598-2241 • Fax: 514-598-2190

fneeq@accent.net

Choisir l'éducation

ÉDUCATION

Les maternelles à temps plein

Tout sera-t-il prêt à temps pour la rentrée des cinq ans?

CLAIRE HARVEY
COLLABORATION SPÉCIALE

En septembre, près de 90 000 petits — représentant 95 % des enfants de cinq ans — prendront le chemin de la maternelle à temps plein. Ce service, un élément essentiel de la politique familiale du gouvernement du Québec, vise à développer chez les enfants une attitude propice à l'apprentissage et à prévenir les difficultés scolaires, les échecs et le décrochage.

Au Québec, la maternelle à mi-temps était déjà fréquentée par la très grande majorité des bambins de cinq ans, mais seuls un petit nombre d'enfants des quartiers défavorisés avaient accès à la maternelle à temps plein. La province offrait aussi des services de prématernelle à mi-temps à des clientèles cibles de quatre ans. Ces services visaient avant tout à permettre aux petits de partir du bon pied au primaire.

Le Québec — dont les services en éducation préscolaire se comparaient tout de même avantageusement à ce qu'on offre en Amérique du Nord — accusait un retard sur bon nombre de pays européens, comme la Suède, la Norvège, le Danemark et la France. Dans ce dernier pays, par exemple, les enfants commencent à fréquenter la maternelle facultative à l'âge de trois ans.

Dans les années soixante, le rapport Parent recommandait déjà d'instaurer des maternelles à temps plein, suggestion d'ailleurs reprise par de nombreux organismes depuis, dont le Conseil supérieur de l'éducation, la Centrale de l'enseignement du Québec et la Commission des états généraux sur l'éducation.

Si le Québec a mis plus de trente ans à évaluer la pertinence de la maternelle à temps plein pour les enfants de cinq ans, le moins qu'on puisse dire est qu'il souhaite maintenant rattraper ce retard en un temps record. On mène cette réforme à fond de train depuis que la ministre de l'Éducation et de la Famille, Pauline Marois, a annoncé en janvier dernier la création de la maternelle à temps plein. Ce rythme effréné en laisse plus d'un sceptique.



JACQUES GRENIER

La maternelle à temps plein vise à développer chez les enfants une attitude propice à l'apprentissage.

Les inquiétudes des parents

La maternelle à temps plein a inquiété bon nombre de parents qui auraient préféré garder l'option du mi-temps. Pour calmer leurs appréhensions, Pauline Marois a offert une rentrée progressive pouvant inclure le mi-temps pendant une période d'environ un mois. Plusieurs écoles ont d'ailleurs choisi cette formule qui leur permet de terminer les derniers aménagements pour accueillir les petits.

Au delà de cette période, les enfants devront fréquenter la maternelle (non obligatoire) à temps plein, car le programme d'éducation préscolaire a

été conçu pour s'échelonner sur une journée complète. Il poursuit des objectifs dans les cinq domaines suivants: la motricité, la communication orale et écrite, les arts, les sciences de la nature et les mathématiques. Par ce programme axé sur le jeu, le ministre se défend bien de faire de la scolarisation précoce.

La compétence des enseignants a aussi fait partie des interrogations des parents. Le ministre affirme que les enseignants possèdent tous la formation universitaire requise pour s'acquitter de cette tâche et que des personnes ressources (conseillers pédagogiques et autres spécialistes de

l'éducation) dans toutes les régions du Québec ont reçu en juin dernier une formation particulière. En outre, les enseignants ont eu droit à des journées d'information et de perfectionnement sur le sujet et une vidéo sur le programme éducatif est également disponible dans toutes les écoles primaires de la province. Selon les plus récentes données du ministère, quelque 2300 enseignants ont été embauchés, au coût d'environ 100 millions de dollars.

Pénurie de locaux

Rappelons que cette réforme a suscité également bien des remous dans les commissions scolaires. Celles-ci ont dû procéder à des aménagements tous azimuts pour mettre en place les 630 locaux qui manquaient pour accueillir les petits à l'automne.

Gilles Taillon, directeur général de la Fédération des commissions scolaires du Québec, n'a pas une vision globale des travaux en cours, car les commissions scolaires sont autonomes. Il souligne toutefois que les difficultés posées par les pénuries de locaux ont été plus importantes dans les environs de Québec, de même que sur la Rive-Sud et la Rive-Nord de Montréal. Certaines commissions scolaires ont dû retarder la rentrée de quelques jours.

Pour sa part, le ministère soutient que les travaux — de l'ordre de 100 millions de dollars — se déroulent selon les échéanciers prévus. Le ministère reconnaît qu'il faudra tout de même louer une centaine de locaux sur une base temporaire pour répondre à la demande, soit parce que les travaux ne seront pas terminés pour septembre, soit parce que les besoins vont diminuer d'ici quelques années en raison de la dénatalité.

En dehors des heures de classe

Outre cet aspect, seulement 840 écoles primaires sur 2000 ont un service de garde en leurs murs, pour un budget de 8,4 millions de dollars. Ces services de garde coûtent en moyenne deux dollars par jour aux parents. Ils sont inégalement développés au Québec, parce que certaines écoles n'ont pas de place, ou parce que la de-

mande n'est pas assez importante. Avec la rentrée massive des élèves de cinq ans à temps plein, les besoins en matière de service de garde en milieu scolaire se feront cependant de plus en plus pressants.

Certains parents doivent déjà compter sur leurs propres ressources pour veiller sur leurs enfants après les classes. De plus, Marc Provost, professeur au département de psychologie à l'Université du Québec à Trois-Rivières, souligne que les enfants de cinq ans ne sont pas rendus au même stade de développement que les enfants d'âge scolaire. Le professeur estime que les petits doivent avoir des aires de jeu différentes des enfants de douze ans.

Céline Michaud, responsable du dossier des services de garde en milieu scolaire au ministère de l'Éducation, explique que l'organisation des services de garde et des locaux est actuellement laissée à la discrétion des écoles. Lorsque la demande le justifie, certaines écoles offrent des services distincts aux élèves de la maternelle, du premier et du deuxième cycle du primaire, tandis que d'autres vont regrouper tous les enfants. Un comité formé en avril dernier va toutefois réviser cette année l'ensemble des pratiques des services de garde en milieu scolaire.

Le transport scolaire

L'arrivée de la maternelle à temps plein complique aussi grandement le transport scolaire. Même si le ministère du Transport a réservé quelque 10 millions de dollars pour la maternelle à temps plein, les commissions scolaires font face à des compressions de 50 millions dans ce secteur.

Pour donner la priorité aux tout-petits, des commissions scolaires prévoient exiger davantage des élèves plus vieux. C'est le cas de la Commission scolaire Chomedey de Laval, où certains élèves plus âgés auront accès au service à partir de 800 mètres de l'école, au lieu de 500 mètres. D'autres, comme la Commission scolaire Taillon, ont profité du fait que les contrats étaient échus pour négocier les coûts du transport scolaire à la baisse.

Cela dit, la ministre Marois entend demeurer attentive aux problèmes d'adaptation qui surgiront en cours de route. Elle a créé un comité de suivi des opérations de mise en œuvre pour évaluer la maternelle à temps plein et apporter si possible des ajustements sur-le-champ. Ce comité comprend, notamment, des représentants du ministère de l'Éducation, des directions d'école et des parents. On peut d'ores et déjà prévoir qu'ils auront du pain sur la planche.



JACQUES GRENIER

La ministre de l'Éducation et de la Famille, Pauline Marois, mène sa réforme à fond de train.

Collection

L'AVENIR

ENSEIGNEMENT DU

FRANÇAIS

AU PRIMAIRE

COLLECTION

DIRIGÉE PAR MICHEL DAVID

4^e année

Auteur: MICHEL DAVID

- Pistes 1 - manuel, (128 pages)
- Pistes 2 - manuel, (128 pages)
- Pistes 3 - manuel, (136 pages)
- Pistes 4 - manuel, (152 pages)
- Guide d'enseignement, (290 pages)



5^e année

Auteur(es): MICHELINE JOBIN
LUCIE LESSARD
CHRISTIANE VÉZINA

- Sentiers 1 - manuel, (160 pages)
- Sentiers 2 - manuel, (160 pages)
- Sentiers 3 - manuel, (160 pages)
- Sentiers 4 - manuel
- À paraître: automne 1997
- Guide d'enseignement
- À paraître: automne 1997

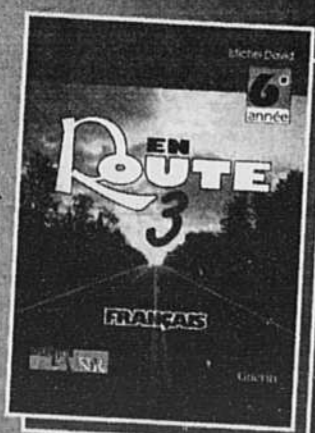


Dans cette collection, l'approche multidisciplinaire adoptée fait de chaque volume un véritable outil de travail, bien adapté aux intérêts et aux besoins de l'enfant. Les lectures, les productions écrites et les communications orales sont accompagnées de questionnaires et d'explications propres à favoriser des retours profitables sur ces pratiques. De plus, chaque unité présente des tests de lecture et de production ainsi que des activités de réinvestissement.

6^e année

Auteur(es): MICHEL DAVID
CHRISTIANE VÉZINA

- En route 1 - manuel, (152 pages)
- En route 2 - manuel, (176 pages)
- En route 3 - manuel, (148 pages)
- En route 4 - manuel, (160 pages)
- Guide d'enseignement
- À paraître: automne 1997



GUÉRIN

4501, rue Drolet
Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada
Téléphone: (514) 842-3381
Télécopieur: (514) 842-4923
Adresse Internet: <http://www.guerin-editeur.qc.ca>
Courriel électronique: france@guerin-editeur.qc.ca



Chaque niveau de la collection L'AVENIR comprend quatre manuels cartonnés et un guide d'enseignement.

DES ENFANTS AU COEUR DE NOS CHOIX

Chers parents,

La rentrée de l'automne 1997, c'est aussi le début de la nouvelle politique familiale. Le gouvernement du Québec a fait une priorité de cette politique. Nous croyons à la nécessité d'appuyer les parents dans l'éducation de leurs enfants afin de favoriser leur développement et l'égalité des chances à l'école. Nous voulons aussi favoriser la conciliation de la vie familiale et du travail des parents.

C'est pourquoi il est important de maintenir des mesures de soutien à l'ensemble des familles pour tenir compte des besoins financiers que représente un enfant. Aussi, près de la moitié de l'aide gouvernementale aux familles est versée sous forme de crédits d'impôt.

De plus, à ces mesures fiscales s'ajoutent :

- la nouvelle allocation familiale qui oriente l'aide du gouvernement vers les familles qui en ont le plus besoin afin de contribuer à sortir les enfants de la pauvreté ;
- la maternelle facultative à temps plein pour les enfants de 5 ans, permettant une meilleure intégration des objectifs éducatifs du programme de la maternelle ;
- des services de garde éducatifs, progressivement disponibles à un coût de 5 \$ par jour pour les parents d'enfants de 4 ans.



Malgré le contexte budgétaire difficile que nous connaissons actuellement, le gouvernement a décidé de faire un effort supplémentaire en apportant certains correctifs aux mesures d'aide annoncées pour les parents travailleurs à faible revenu. Ainsi, l'effort budgétaire du Québec pour venir en aide aux enfants est de loin le plus important au Canada : il s'agit en fait, *per capita*, de près du triple de l'effort de la Colombie-Britannique et de près du double de celui de l'Ontario.

Le Québec continue d'innover au chapitre de la famille et de l'enfance pour répondre aux besoins des familles d'aujourd'hui.

La rentrée 1997 constitue un moment important pour les familles du Québec. Elle marque l'arrivée à l'école à temps plein de nos enfants de 5 ans, elle donne un nouvel élan à l'accès aux services de garde et elle instaure la nouvelle allocation familiale.

Je vous souhaite, chers parents, une bonne rentrée. Je suis certaine que nos efforts communs contribueront au bonheur des enfants du Québec.

Pauline Marois
Pauline Marois

Gouvernement du Québec
Ministère de la Famille
et de l'Enfance

• EDUCATION •

Mieux répondre aux besoins des petits

Pour être efficaces, certains programmes ont besoin d'être offerts à temps plein

CHRISTIANE DUPONT
COLLABORATION SPÉCIALE

C'est essentiellement à la suite d'une réflexion faite sur le niveau de réussite des enfants à l'école, à partir de témoignages de pédagogues et d'enseignants, que la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, a pris la décision de rendre la maternelle cinq ans à temps plein et, du même souffle, d'entreprendre cette nouvelle étape avec un programme tout neuf basé principalement sur le jeu. «C'est d'ailleurs une demande qui ne date pas d'hier», ajoute la ministre. La connaissance que nous avons des systèmes scolaires et des programmes pour les enfants de cet âge, un peu partout à travers le monde, nous démontre qu'à plusieurs endroits les tout-petits entrent à la maternelle plus tôt.

Bien que quelques spécialistes de la petite enfance et de l'éducation se soient prononcés contre, Pauline Marois — elle-même mère de quatre enfants — constate que nombreux sont ceux et celles, simples parents et spécialistes de l'éducation, qui sont en faveur de la maternelle temps plein. «Ceux qui sont contre ont droit à leurs opinions, déclare-t-elle simplement. Dans le milieu de l'éducation, il y a autant d'écoles que de spécialistes.»

Dans son désir de faire accepter cette nouvelle politique de fréquentation — toujours non obligatoire — à la maternelle, le ministère de l'Éducation a d'ailleurs doté le niveau préscolaire d'un programme tout neuf non scolaire, affirme la ministre, mais principalement basé sur le jeu. Et comme le nouveau programme a été conçu pour des enfants qui fréquenteront la maternelle à temps plein, il n'est pas question d'offrir le libre choix entre le temps plein ou le mi-temps. «Je dois penser aux besoins de la majorité des enfants», souligne Mme Marois pour justifier cette décision.

Contre le décrochage

Madeleine Baillargeon est professeur titulaire à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, et l'une des spécialistes en éducation préscolaire au Québec. Forte d'une expérience d'enseignement à la maternelle et de formation d'éducateurs en préscolaire, il est clair pour elle que la maternelle à temps plein ne constitue pas en soi une potion magique — même si, associée à d'autres facteurs, elle pourrait effectivement diminuer le décrochage.

A l'heure actuelle, fait-elle valoir, le temps passé en classe de maternelle (soit environ deux heures et quart



JACQUES GRENIER

Pas question d'offrir le libre choix à la maternelle entre le mi-temps et le temps plein, qui selon le ministère de l'Éducation répond aux besoins de la majorité des enfants.

par jour) morcelle les apprentissages des tout-petits. «On fait un peu de motricité, un peu d'arts visuels, un peu de tout. Au bout du compte, on ne respecte pas le rythme des enfants dans la poursuite de ces activités, car on veut pouvoir faire un peu de tout dans le peu de temps disponible. Un horaire plus long peut permettre plus d'équilibre dans toutes ces activités. Les éducateurs préscolaires le disent: on a toujours l'impression qu'il manque du temps pour que ça puisse produire des effets.»

La chercheuse souligne qu'on a constaté que, pour être efficaces, certains programmes ont besoin d'être offerts à temps plein. Le plein temps étant aussi associé à la continuité de l'intervention éducative auprès des enfants, cette formule sera donc, selon elle, une bonne solution.

Des activités moins morcelées

C'est également l'opinion de Richard Cloutier, psychologue du développement et professeur titulaire au département de psychologie de l'Université Laval. «Depuis quinze ans au moins, insiste-t-il à son tour, les chercheurs du préscolaire ont constaté que les deux heures 18 minutes offertes chaque jour aux enfants de maternelle

n'étaient pas suffisantes pour remplir la mission de la maternelle, rendre possible la continuité dans l'apprentissage du milieu scolaire et permettre le développement du sentiment de réussite des enfants. Il y a un trop grand morcellement des activités.»

Le dépistage précoce des problèmes, avec la collaboration des enseignants, est un facteur déterminant de réussite scolaire

Le fait d'augmenter le nombre d'heures de maternelle à cinq heures 36 minutes par jour améliorera le principe de continuité, enrichira les activités offertes, et permettra le dépistage et la précocité des interventions. Le chercheur signale, lui aussi, que des études américaines ont identifié l'intervention précoce comme un facteur déterminant de réussite scolaire.

Malgré les compressions budgétaires, le dépistage précédant les interventions se fera avec la collaboration des enseignants de maternelle qui cotoieront les enfants deux fois plus qu'avant, et qui, à travers de multiples activités, auront plus de temps à consacrer à chacun d'entre eux et pour déceler les éventuels problèmes.

Les enseignants de la maternelle, pour leur part, ont protesté contre l'augmentation du nombre d'enfants par groupe; ils avouent cependant préférer avoir 22 enfants par jour en classe, au lieu de deux groupes, un le matin et un autre l'après-midi, pour un total de 40 enfants par jour, comme c'était le cas jusqu'à présent.

Des standards plus élevés pour la petite enfance

Veut-on imposer le rythme des adultes aux tout-petits?

CHRISTIANE DUPONT
COLLABORATION SPÉCIALE

Le «Mouvement d'opposition au retrait de la maternelle mi-temps» est d'avis que des journées complètes à l'école deviendront vite harassantes pour des enfants de cinq ans, et que l'éducation préscolaire devrait être laissée au choix des parents. Selon ce regroupement de parents, le mi-temps répond très bien, depuis une trentaine d'années, à l'objectif d'intégrer graduellement les enfants à l'école.

Carole Bourdon, présidente du conseil provisoire de ce mouvement d'opposition fort de l'appui de 25 000 familles, précise: «Nos membres sont des parents ordinaires, mais ils veulent se faire entendre. Nous ne sommes pas contre les maternelles cinq ans à temps plein. Nous sommes tout simplement en faveur du libre choix. Certains parents veulent que leurs enfants vivent autre chose que l'école, et ils sont prêts à continuer le travail qu'ils font déjà avec eux à la maison.»

Pas les seuls à s'opposer

Carole Bourdon et les quelque milliers de parents qui font partie du Mouvement d'opposition ne sont pas les seuls à s'être prononcés contre la maternelle à temps plein. Des spécialistes de la petite enfance et du domaine de l'éducation les appuient.

Charles Caouette, professeur agrégé au département des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, s'il ne s'oppose pas à l'existence de ce type de maternelle, se prononce cependant contre son caractère obligatoire. «Obligatoire, précise-t-il, au sens où si un parent n'envoie pas son enfant à temps plein à la maternelle, il ne peut plus l'y envoyer du tout.»

Pour justifier son exigence du libre choix, M. Caouette fait valoir, entre autres, que le programme des maternelles fait de plus en plus mention de

l'expression «classes maternelles». «C'est, dit-il, le signe d'une approche de plus en plus scolaire. L'enfant avait la possibilité de faire plus de jeux avant. Maintenant, il risque d'annihiler sa fantaisie, son monde intérieur, ses émotions.»

Le nouveau ratio des groupes — qui passera en septembre d'environ 20 enfants à 23 ou 24 — et les velléités de dépistage en vue de faire de la prévention inquiètent aussi M. Caouette, qui a par ailleurs fondé l'école alternative Jonathan. «Les tout-petits vivent de plus en plus leur année de maternelle comme une année de dépistage. Ça peut inquiéter les parents pour rien, alors que certains enfants se développent tout simplement plus lentement», dit-il. A quoi va conduire le dépistage en maternelle, de toute façon, s'interroge-t-il, si le réseau scolaire n'a pas de spécialistes pour y donner suite à cause des compressions budgétaires?

Prévenir le décrochage?

Concernant le décrochage scolaire, qu'on dit vouloir diminuer avec la maternelle à temps plein dès cinq ans, Charles Caouette prétend plutôt qu'on ne règlera rien, bien au contraire. En France, dit-il, là où la maternelle temps plein existe depuis plusieurs années pour les petits de cinq ans, le problème du décrochage existe et se compare à celui du Québec.

Bref, soutient-il, il n'y a rien dans les besoins de l'enfant de cinq ans qui justifie des maternelles à temps plein. «Disons-le franchement. C'est plus pratique pour les parents qui travaillent, et ça va venir en aide à l'école en uniformisant les apprentissages préscolaires pour tous les enfants.»

Le pédopsychiatre Jean-François Saucier, de l'Hôpital Sainte-Justine, est également en faveur du libre choix. Selon lui, on exige des enfants une scolarité de plus en plus allongée, alors qu'ils doivent commencer à fré-

quenter l'école plus tôt avec la maternelle à temps plein pour les cinq ans.

«Disons-le franchement: la maternelle à temps plein est plus pratique pour les parents qui travaillent...»

«Certains penseurs occidentaux croient, dit-il, que plus on commence tôt à l'école, mieux c'est! On oublie trop facilement qu'en Suède, par exemple, où la scolarisation obligatoire ne commence qu'à sept ans, les adolescents et les adultes sont aussi avancés que nous.» L'école est un milieu de vie difficile, croit le docteur Saucier. On peut arriver rapidement à un effet de saturation qui peut être une des raisons du décrochage. Il cite en exemple l'ouvrage améri-

cain *The Hurry Child*, où l'on analyse le phénomène de l'éducation en accéléré que certains parents font vivre à leurs enfants avec de plus en plus de frénésie.

Pour Charles Caouette, ceux et celles qui considèrent que la maternelle à temps plein pour les cinq ans est une bonne chose ne connaissent pas le vécu scolaire des enfants: horaire trop strict du lever, diminution du service dans le transport scolaire, dîner avec un trop grand groupe. «Il y a des spécialistes qui ne regardent que les principes de Piaget, ce qu'on trouve dans les livres. Il n'y a pas que ça... De plus, ajoute-t-il, on constate qu'il y a une espèce de non confiance envers les parents dans ce débat.»

De son côté, Carole Bourdon affirme que son mouvement ne compterait peut-être pas 25 000 familles s'il y avait une assurance-qualité pour la mise en place des maternelles, ce qui, dit-elle, est loin d'être le cas. Le transport scolaire constitue le premier écueil auquel les tout-petits et leurs parents devront faire face. Déjà l'on sait que, dans certaines régions, notamment celles de Laval, Laurentides, Lanaudière, les tout-petits de cinq ans devront attendre la fin de la journée de classe pour être véhiculés avec les enfants des autres niveaux, ce qui leur occasionnera des journées particulièrement longues à l'école.

Toutefois, septembre approche et tout semble déjà se mettre en place dans les écoles pour accueillir à temps plein les cinq ans. Soulignant que son mouvement n'a pas dit son dernier mot, Carole Bourdon entrevoit déjà les effets de la maternelle à temps plein parce qu'elle ignore pas qu'un enfant bien intégré dans un groupe — et qui s'y plaît — voudra rester avec ses petits camarades. «Mais, affirme-t-elle, ce sont les parents qui savent mieux que toute autre personne ce qui convient à leurs enfants. Nous n'acceptons pas que l'État nous dise quoi faire avec nos enfants!»



JACQUES NADEAU

S'il n'a jamais fréquenté la garderie, c'est à la maternelle que se fera la socialisation de l'enfant. Bien intégré dans un groupe où il se plaît, il voudra rester avec ses petits camarades.

INSTITUT INTERNATIONAL
DES SOEURS DE SAINTE-MARCELLINE DE MONTRÉAL

UNE INSTITUTION:

trois écoles

COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
Préscolaire mixte, primaire mixte, secondaire filles

Admissions:
Portes ouvertes le mercredi 1er octobre 1997, de 16h à 20h.
Examens d'admissions pour la 6^{ème} année: le samedi 7 février 1998 à 9h.
Examens d'admissions pour la première secondaire:
le samedi 8 novembre 1997 à 9h et le samedi 6 décembre 1997 à 9h.

Le Collège Sainte-Marcelline
9155, boul. Gouin Ouest
Montréal (Québec), H4K 1C3
Tél.: (514) 334-9651
Télex: (514) 334-0210
Internet: <http://www.college.marcelline.qc.ca>

LA VILLA SAINTE-MARCELLINE
Préscolaire filles, primaire filles, secondaire filles

Admissions:
Rencontres individuelles tous les soirs, sur rendez-vous.

La Villa Sainte-Marcelline
815, avenue Upper Belmont
Westmount (Québec), H3Y 1K5
Tél.: (514) 488-2528
Télex: (514) 488-5384
Courrier électronique: cdc@villa.marcelline.qc.ca

LE COLLÈGE DANS LA CITÉ
Préuniversitaire mixte

Admissions:
Visites guidées sur rendez-vous.

Programmes offerts:
Sciences de la nature
Sciences humaines
Lettres
Baccalauréat français
Projets d'études à l'étranger
Culture générale intégrée à tous les programmes

Le Collège dans la Cité
815, avenue Upper Belmont
Westmount (Québec), H3Y 1K5
Tél.: (514) 488-2528
Télex: (514) 488-5384
Courrier électronique: cdc@villa.marcelline.qc.ca

INSTITUT INTERNATIONAL
DES SOEURS DE SAINTE-MARCELLINE DE MONTRÉAL

Pour les jeunes
une école d'aujourd'hui,
pleine d'avenir.

Brébeuf



Portes ouvertes
Les 22 et 23 octobre 1997, de 16h à 19h.

COURS SECONDAIRE

Pour garçons de la 1^{re} à la 4^e secondaire, mixte en 5^e secondaire.

Examens d'admission

Les 8 et 15 novembre 1997, à 9h.

Résidence

Pour garçons de la 1^{re} à la 5^e secondaire et pour filles en 5^e secondaire.

Programme sportif varié et performant

13 sports au choix et un programme de sports d'élite qui regroupe 230 élèves.

Collège Jean-de-Brébeuf

3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal
(514) 342-9342, poste 231
Télécopieur: (514) 342-2676

Le Collège Jean-de-Brébeuf offre aussi le cours collégial.

• ÉDUCATION •

Un nouvel outil d'apprentissage

Les écoles primaires et secondaires ont bien amorcé le virage technologique

CLAUDE LAFLEUR
COLLABORATION SPÉCIALE

Il y a un an, en juin 1996, Pauline Marois, nouvelle ministre de l'Éducation, annonçait un plan de cinq ans visant le branchement des écoles à l'autoroute de l'information. Il s'agit en fait d'une stratégie en cinq volets qui comprend l'intégration des technologies informatiques dans chaque école; une adaptation des programmes d'études afin d'y intégrer ces technologies; l'achat d'équipements et de matériel didactique informatisé; le branchement des écoles à Internet ainsi que l'animation et l'innovation pédagogiques.

Ce plan comporte des crédits de 318 millions répartis sur cinq ans. Normalement, chaque année, plus de vingt mille micro-ordinateurs viendront grossir le parc des cinquante mille appareils déjà en place. On vise à ce que toutes les écoles soient reliées à Internet d'ici janvier 1998, alors qu'une enquête récente indique que seulement 40 % des écoles primaires et 50 % des écoles secondaires offrent l'accès à Internet à leurs élèves.

En outre, pour l'année 2001, les écoles primaires et secondaires devraient disposer d'un ordinateur pour dix élèves, alors qu'on ne compte actuellement qu'un appareil pour 21 élèves.

Au 30 juin, soit au terme de la première année du plan, il y a eu pour 60 millions d'équipement informatique acheté. Par équipement, on entend non seulement les ordinateurs, mais également le matériel périphérique et de réseautage interne et externe, ainsi que les systèmes d'exploitation et les logiciels. Un budget de 400 000 dollars par année est d'ailleurs consacré au soutien à la création de matériel didactique informatisé.

Selon le plan ministériel, l'ordinateur en classe doit être un outil d'apprentissage et un instrument de travail. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de montrer aux élèves comment utiliser l'informatique et Internet, mais plutôt d'intégrer ces outils dans l'enseignement courant, à la manière des dictionnaires, de la bibliothèque et des autres ressources scolaires.

Ce plan propose aux écoles d'acheter l'équipement à frais partagés, 70 % étant défrayés par le ministère et 30 %

par les commissions scolaires. Chaque école doit d'abord concevoir une stratégie d'intégration des technologies de l'information. «Il ne s'agit pas de dresser une simple liste d'épicerie pour obtenir des équipements et des logiciels, mais il faut décrire la situation de l'école et de quelle façon on va améliorer l'apprentissage en classe avec les nouvelles technologies», indique Marcel Labelle, chef de produits éducatifs à Vidéotron. C'est un bon coup de la part de la ministre, car cela permet aux écoles d'être associées au développement de la micro-informatique.

Vidéotron est d'ailleurs un partenaire important dans l'implantation des nouvelles technologies de l'information dans le monde scolaire puisque l'entreprise investit un million par année pour développer des contenus pédagogiques sur Internet.

La CECM prend le virage informatique

La Commission des écoles catholiques de Montréal a déjà entrepris le «virage des nouvelles technologies» depuis deux ans. «Avec nos 230 établissements primaires, secondaires, polyvalents et centres spécialisés, l'implantation



ARCHIVES LE DEVOIR

On ne prévoit pas enseigner aux élèves comment se servir d'Internet. Pas de problème, la plupart l'utilisent déjà à la maison depuis belle lurette!

des nouvelles technologies de l'information est une très grosse affaire», lance Madeleine Thibault, conseillère en organisation du travail au service des ressources informatiques de la CECM. On mène tout de front», enchaîne-t-elle en indiquant qu'il faut former tous les enseignants et les conseillers pédagogiques, maîtriser le nouveau langage, apprendre à communiquer et à échanger du courrier sur ordinateur ainsi qu'à gérer des forums de discussion, réaliser ce qu'il est possible de faire avec les ordinateurs, etc. Il faut aussi définir la richesse que peut apporter l'ordinateur et comment l'intégrer au programme d'études.

Mme Thibault précise que, pour la première année d'implantation des technologies de l'information, la CECM a choisi d'installer un réseau informatique puissant et rapide qui permet aux écoles de communiquer entre elles, avec le centre administratif et avec les autres commissions sco-

laires. «Cette étape importante est en bonne voie de réalisation», dit-elle.

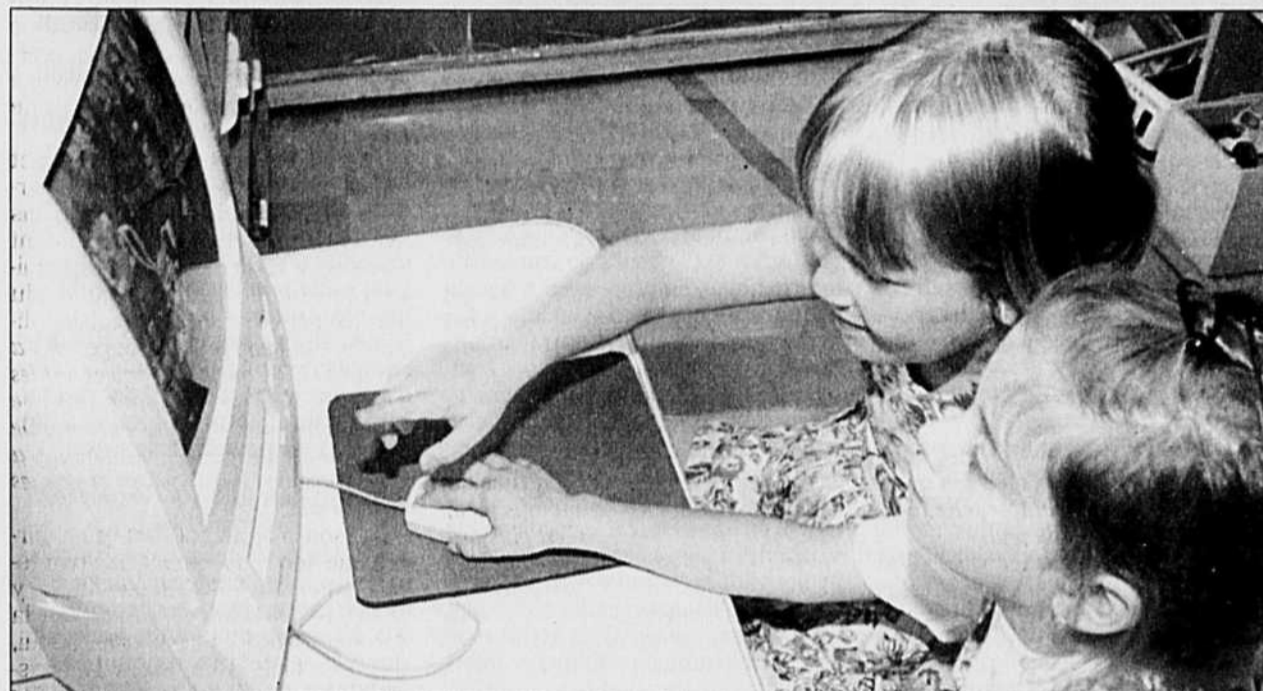
Certaines écoles, notamment les plus petites, ont consacré une bonne part de leur allocation de première année à l'installation du réseau avant de passer, les années suivantes, à l'achat d'ordinateurs. Par contre, les écoles plus fortunées, en particulier celles de niveau secondaire, ont commencé à se procurer des appareils et à planifier leur intégration en classe. «De fait, toutes nos écoles sont branchées à Internet, indique la responsable, mais les ordinateurs ne sont pas nécessairement installés dans chaque classe.»

M. Labelle confirme d'ailleurs que la CECM n'est pas la seule commission scolaire à implanter le réseau de communication avant de passer à l'intégration de l'informatique en classe. «Dans l'ensemble, dit-il, je pense que nous sommes encore à l'étape de la planification, car les branchements se font encore de façon très timide. On ne peut pas dire que les écoles sont branchées

pour faire des activités pédagogiques... nous sommes encore loin de cela.»

Il mentionne une combinaison de facteurs qui doivent être pris en considération à moyen terme, dont les frais de branchement qui ne sont pas couverts par les crédits du ministère. De surcroît, dans bien des écoles, on ne sait trop que faire avec Internet et il y a encore beaucoup à inventer et à explorer. «Il faut trouver des scénarios d'apprentissage, et pour certains cela n'est pas évident...», selon M. Labelle.

Il rapporte, par contre, avoir constaté cette année des phénomènes intéressants, dont le fait que lors des colloques de directions d'école où on discute des nouvelles technologies de l'information, le nombre des participants a doublé ou même triplé. Ces nouvelles technologies suscitent donc un véritable intérêt dans le milieu scolaire, mais il faudra encore du temps et beaucoup d'efforts pour comprendre comment les appliquer concrètement.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Chaque année pendant cinq ans, 20 000 micro-ordinateurs viendront s'ajouter à ceux déjà en place.

La CSN,

présente et engagée en éducation

de la petite enfance à l'université

Confédération
des syndicats nationaux
1601, av. de Lorimier
Montréal H2K 4M5
514-598-2121



au service d'un Québec qui grandit

• ÉDUCATION •

Étudiants et professeurs en raffolent!

Internet pourrait bouleverser l'enseignement collégial

CLAUDE LAFLEUR
COLLABORATION SPÉCIALE

Les technologies de l'information sont bien implantées dans plusieurs cégeps et universités, puisque ces institutions bénéficient du fait que leurs clientèles savent déjà tirer profit des possibilités offertes par l'informatique et Internet.

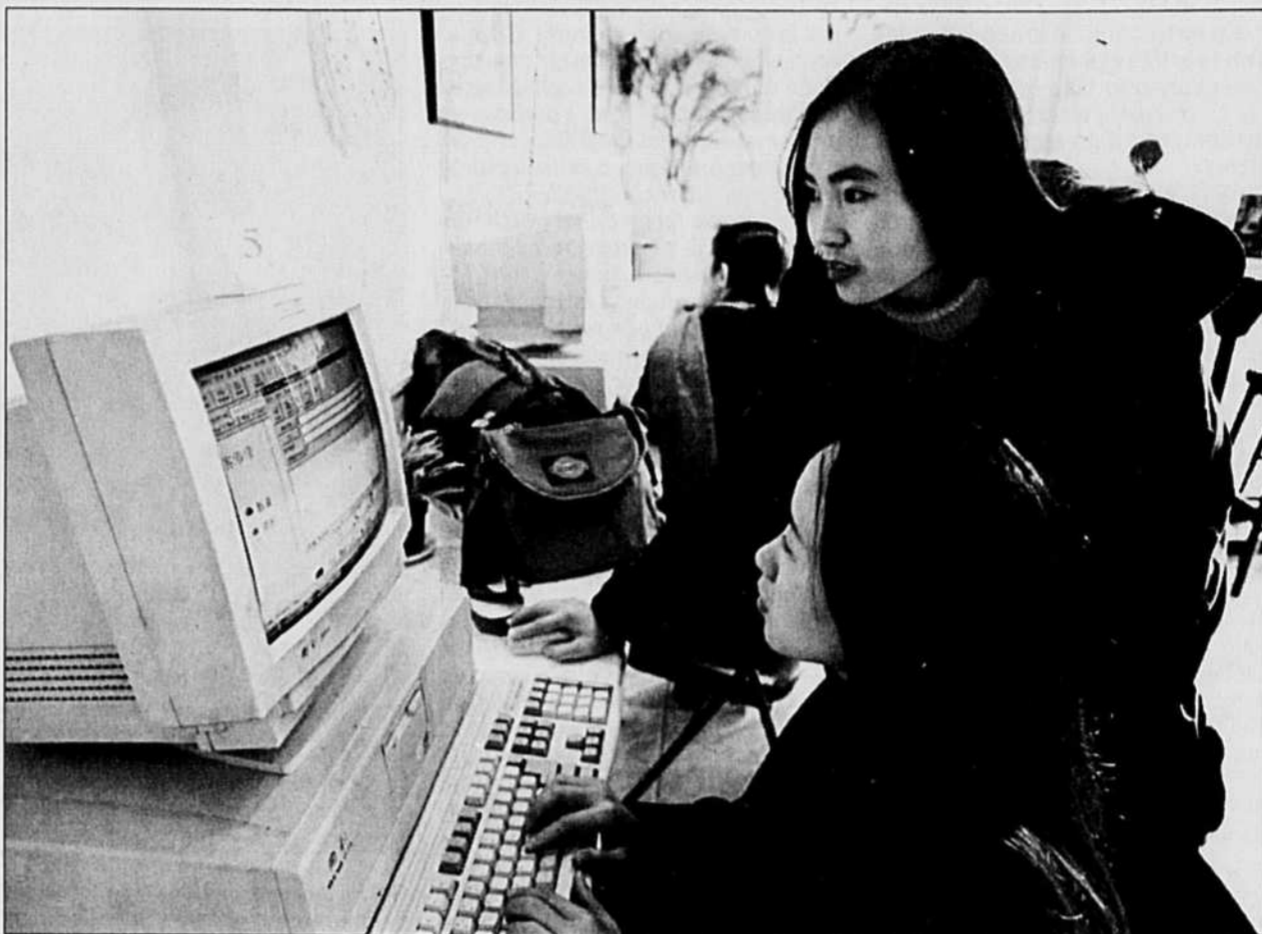
Le cégep Bois-de-Boulogne est l'un des collèges qui illustrent à merveille l'impact fulgurant que peut avoir l'infodéveloppement sur l'enseignement, d'autant plus que ce collège était en retard sur les autres, aux dires même du responsable du service des communications et du développement institutionnel. « Il y a cinq ans, nous n'étions même pas dans la course sur le plan informatique », lance Georges Beaulieu, mais il nous a fallu trois ans pour réaliser le virage. » Et quel virage fulgurant...

Les autorités du cégep se sont d'abord rendu compte que les trois quarts de leurs étudiants disposaient déjà d'un ordinateur, et ont par consé-

quent décidé d'utiliser ce parc naturel en offrant la possibilité de se brancher sur le serveur du collège. Les étudiants se sont vu offrir l'achat de modem à bas prix et l'accès à Internet ainsi qu'à certains documents, comme le catalogue des publications de la bibliothèque. A ce jour, environ quatre cents étudiants, sur les 3200 que compte l'institution, bénéficient d'un tel abonnement.

En fait, tous possèdent un compte personnel qui donne accès à Internet et aux services informatiques du cégep à partir des 500 postes disséminés un peu partout dans le collège. C'est ainsi que les étudiants réalisent leurs travaux dans des laboratoires d'informatique ou à la bibliothèque. Ils peuvent travailler avec des notes de cours informatisées et correspondre par courrier électronique avec leurs professeurs.

Ils bénéficient même de services spécialisés comme l'aide en français et en mathématiques. Par courrier électronique, ils questionnent des professeurs ou d'autres étudiants



Les technologies de l'information sont déjà bien implantées dans plusieurs cégeps et universités du Québec.



ARCHIVES LE DEVOIR

Des étudiants bénéficient déjà de certains cours sur Internet. À partir de chez eux, ils travaillent avec le professeur et leurs collègues étudiants en conférence électronique.

pour obtenir réponse aux difficultés qu'ils rencontrent en ces matières.

M. Beaulieu a constaté un phénomène étonnant: les étudiants et les professeurs se sont rapidement appropriés l'Internet. « Ils nous ont demandé d'avoir accès directement au serveur du collège, afin de pouvoir élaborer leurs propres sites », indique-t-il. Ainsi, en premier lieu, le club informatique a ouvert son site web, puis il a offert ses services aux autres organismes étudiants. Alors, le club littéraire s'est fait aider par celui d'informatique pour créer son site, de sorte que la revue annuelle des poèmes que les étudiants rédigent est maintenant disponible sur le site web du Club littéraire.

La pédagogie explose hors des murs

Au chapitre des applications pédagogiques, M. Beaulieu cite l'exemple d'un professeur d'anglais qui a demandé à chacun de ses étudiants de concevoir sa propre page informatique en anglais, dans laquelle il se présente et élabore un projet d'intégration.

Un autre professeur, d'informatique, donne un cours sur les interfaces homme-machine. Il prépare son cours sur Internet à partir de chez lui, et il requiert la participation active de ses étudiants. En conséquence, il modifie son cours suivant l'apport de ceux-ci, ce qui donne une originalité à l'enseignement puisque le cours évolue au gré de multiples contributions.

Étonnamment, ce professeur a constaté que le nombre de personnes qui suivent le cours est supérieur à celui des étudiants inscrits. Il a en fait découvert que nombreux sont ceux et celles qui, à distance, viennent suivre son cours. M. Beaulieu relate que le professeur en a été enchanté: « Je trouve cela merveilleux, m'a-t-il dit, car je m'aperçois que je produis sur In-

ternet un cours qui est très prisé à l'étranger! »

Une autre application pédagogique d'Internet est le cours de commerce international. Le professeur a décidé de transformer sa classe en une petite firme qui réalise des contrats, dont des plans d'affaires, pour diverses entreprises. M. Beaulieu qualifie cette application de véritable PME installée au cœur du collège, et qui fonctionne avec un bureau de consultants avec téléphone, fax, courrier électronique, etc. Les étudiants reçoivent de véritables clients et ils réalisent des projets concrets pour eux. Et, avec l'argent qu'ils gagnent, ils effectuent un stage à l'étranger dans le cadre de leur programme en commerce international.

Par ailleurs, le professionnel chargé d'aider les étudiants à se placer s'est équipé d'un système serveur-fax — un ordinateur qui reçoit et envoie des fax — et a mis en ligne toute l'information sur les stages et le placement étudiant ainsi que les curriculum vitae des finissants. Ainsi, tout employeur à la recherche de diplômés n'a qu'à composer le numéro de

téléphone du serveur-fax puis il commande, par exemple, les C.V. des finissants en techniques de bureau. De la même façon, les étudiants accèdent directement aux offres de service en circulation. Le système fonctionne si bien qu'une firme de Québec, qui proposait déjà un service de placement étudiant par l'entremise d'Internet, s'est associée au collège afin de s'étendre aux autres collèges.

Le collège Bois-de-Boulogne est même en train d'élaborer un projet de « DEC virtuel » que pourraient compléter des étudiants sans jamais venir à l'école. Déjà, une première expérience a été réalisée avec le cours de philosophie 103. Ce cours est donné sur Internet; les étudiants le prennent à partir de chez eux et ils travaillent avec le professeur et leurs collègues étudiants en conférence électronique. « Après une année, l'expérience est très satisfaisante », rapporte M. Beaulieu, en ajoutant que l'on amorcera cet automne un cours d'espagnol et un autre de mathématiques.

Le collège Bois-de-Boulogne est même en train d'élaborer un projet de « DEC virtuel » que pourraient compléter des étudiants sans jamais venir à l'école.

Il rapporte que diverses équipes de professeurs sont à créer d'autres cours, afin de couvrir l'ensemble du diplôme d'études collégiales en sciences de la nature.

Quand les élèves dépassent les maîtres...

M. Beaulieu souligne que l'engouement des étudiants pour Internet est tel que ceux-ci proposent maintenant à la direction du collège leurs services. Il relate que, récemment, le club informatique lui a expédié un message pour souligner que les pages du site du collège commencent à vieillir et pour offrir leurs services afin de remédier à la situation.

« Sur le coup, j'ai été un peu piqué, lance en riant le responsable, mais tout va si vite là-dedans que j'ai compris qu'ils avaient raison... Nous allons donc leur demander de rafraîchir un peu nos pages! »

faites
L'ÉCOLE
avec nous



La Fédération
des commissions
scolaires
du Québec

LE GOÛT DU PUBLIC



COLLÈGE FRANÇAIS
Le collège québécois d'influence française

LA RENTRÉE AU COLLÈGE FRANÇAIS

Un gage de réussite
pour vos enfants

Le Collège Français offre à vos enfants un enseignement privé de qualité, un encadrement personnalisé et surtout une école où ils aimeront apprendre et réussir! Gage de confiance et de tradition, notre collège est une institution privée d'enseignement québécois établie depuis 1959.

Appelez-nous dès maintenant
pour inscrire vos enfants, il nous reste encore quelques places...

Montréal : 495-2581 Longueuil : 679-0770
Internet : collfran@sim.qc.ca Site internet : www.collegefrancais.ca

Transport • Pensionnat • Parascolaire
INSTITUTION PRIVÉE MIXTE D'ENSEIGNEMENT
Primaire • Secondaire • Collégial



Établissement privé mixte, membre du réseau international des établissements français à l'étranger.

PROGRAMMES FRANÇAIS
AVEC COMPLÉMENTS QUÉBÉCOIS

Préparation au baccalauréat français
(équivalent du D.E.C.) diplôme permettant d'accéder
aux universités québécoises, françaises, européennes
et américaines.



Photo: David Kopytko

PRÉMATERNELLE et MATERNELLE
4701, rue Dornal, Montréal H3W 1V7
(514) 737-1498

PRIMAIRE
4700, rue Fulton, Montréal H3W 1T9
(514) 735-6570 ou (514) 735-6579

SECONDAIRE et COLLÉGIAL
4635, Chemin Queen Mary
Montréal H3W 1W3
(514) 737-1177

LES ÉDITIONS



HURTUBISE HMH



texto
les
classiques
québécois
expliqués

« La réussite a bien meilleur goût! »

4,95\$
L'unité.

1815, avenue De Lorimier, Montréal (Québec) H2K 3W6 Tél: (514) 523-1523 • 1-800-361-1664 Télécopieur: (514) 523-9969

• ÉDUCATION •

L'ordinateur à l'école

*Pourquoi n'est-il pas plus utilisé?
Les professeurs ne savent pas s'en servir!*

CLAUDE LAFLEUR
COLLABORATION SPÉCIALE

L'implantation en classe des nouvelles technologies de l'information n'est pas chose facile, constatent ceux et celles qui œuvrent dans le domaine. «*En mettant un ordinateur dans une classe, on se rend compte que la gestion de celle-ci s'en trouve modifiée*», rapporte Madeleine Thibault, conseillère en organisation du travail au service des ressources informatiques de la CECM.

«*Ce sont toutes les stratégies d'enseignement et la gestion de classe qui sont alors à réviser*, poursuit-elle. Un enseignant qui a toujours exercé une gestion de classe traditionnelle — où l'élève doit écouter alors que le maître ne se trompe jamais — doit à présent accepter qu'avec l'ordinateur, ce n'est plus lui qui détient toute la connaissance.»

On peut trouver des applications de tout niveau aux ordinateurs en classe; il existe même des logiciels d'activités où les très jeunes jouent avec les formes et les couleurs en même temps qu'ils font l'apprentissage de l'appareil. Mais il y a souvent loin de la coupe aux lèvres, comme l'indique l'anecdote suivante rapportée par Mme Thibault.

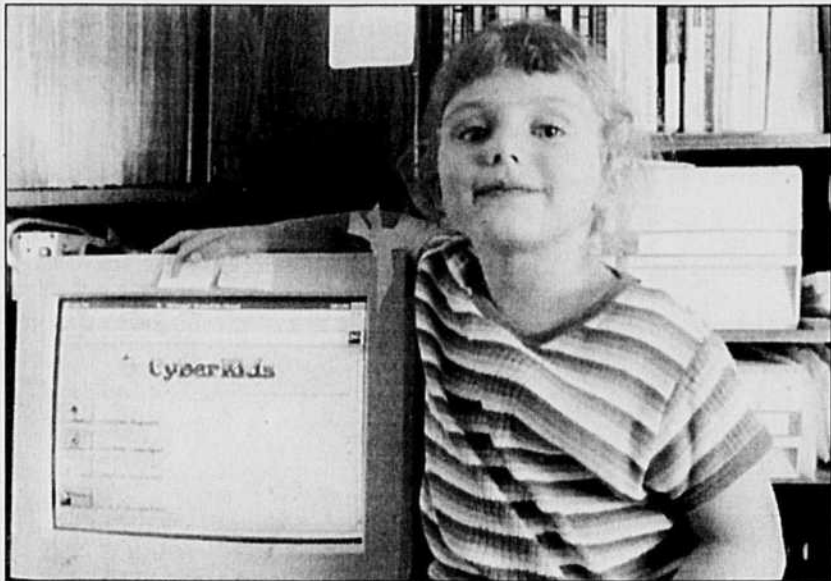
Peu avant la Fête des mères, une enseignante de troisième année venait de recevoir en classe un ordinateur. Désirant que ses élèves s'en servent pour composer leurs poèmes, mais ne sachant comment l'utiliser, elle a dû demander à l'un de ses élèves, déjà habile en informatique, de l'aider!

L'utilisation pédagogique d'Internet

À l'école secondaire Le Ber, une école «bien branchée» de Sherbrooke, les expériences pédagogiques réalisées avec Internet le sont encore à petite échelle. «*Nous avons réussi à faire des choses assez intéressantes avec de petits groupes*, rapporte Richard Bergevin, professeur de science et responsable de l'implantation d'Internet à cette école. *Présentement, les élèves naviguent à deux par poste, ce qui est quand même relativement bien. Mais il n'a pas encore été possible de faire fonctionner de façon très efficace une classe entière de 32 postes.*»

Pour l'instant, de petits groupes d'élèves vont se promener sur Internet afin de voir de quoi il s'agit. C'est notamment le cas lors des cours d'anglais, où ils peuvent faire des lectures et trouver du matériel intéressant. M. Bergevin souligne toutefois qu'il ne s'agit pas nécessairement d'applications véritablement intégrées au projet de cours, mais plutôt d'une solution de rechange à la consultation de livres et de périodiques.

De même, on n'applique pas véritablement Internet en histoire ou en géographie, comme il semblerait na-



ARCHIVES LE DEVOIR

Il semble beaucoup plus facile pour les jeunes de se familiariser avec l'ordinateur que pour leurs professeurs!

turel de le faire. «*Je dirais que la raison principale pour laquelle cela ne se fait pas, c'est que les enseignants associés à ces cours ne sont pas à l'aise en informatique*, avance Richard Bergevin. *Ils vont probablement vouloir l'utiliser quand l'expérimentation sera bien rodée... mais en informatique, cela n'arrive jamais puisque tout change constamment!*» Pour cette raison, les cours qui ont le mieux intégré Internet sont ceux d'informatique où, évidemment, l'enseignant est plus à l'aise.

Deux projets concrets ont fait ressortir l'utilité d'Internet. C'est le cas du cours de troisième secondaire sur l'ingénierie simultanée où les élèves doivent se rendre visiter certaines entreprises de Boston. Or, grâce à Internet, ils ont recueilli quantité de documents afin de préparer l'aspect scientifique que touristique du voyage. Ils ont ainsi conçu un carnet de voyage comportant des illustrations et du texte, ce qui aurait été difficilement réalisable sans l'apport d'Internet.

M. Bergevin considère que l'infirmité améliorera l'enseignement, à cause de la rapidité de l'information à laquelle elle donne accès. «*Mais il ne faut pas se leurrer, s'empresse-t-il d'ajouter, il s'agit d'information traitée, et non de pédagogie directe.*»

La clé de la réussite

En dehors des cours, les élèves de l'école Le Ber se servent d'Internet pour leurs travaux de recherche, mais guère plus, indique le responsable. Plusieurs ont accès à Internet depuis leur domicile, alors que les

autres l'utilisent à partir de l'école. «*Ce qui est délicat avec Internet, et j'insiste beaucoup là-dessus*, souligne M. Bergevin, *c'est la nature de la source d'information.*» Il explique qu'avec un livre, il est assez facile d'évaluer le sérieux des informations, mais que sur Internet on trouve de tout et qu'il est souvent difficile de séparer le bon grain de l'ivraie. En conséquence, il demande toujours à ses élèves de lui fournir les articles électroniques qu'ils utilisent afin de les valider: «*Qui a écrit cela?*» demande-t-il constamment. Toutefois avec cette simple mesure de contrôle, la qualité de l'information ne s'avère pas un véritable problème.

Selon lui, le principal obstacle à l'implantation d'Internet dans l'enseignement réside dans la limitation des ressources humaines techniques. Il indique que l'école Le Ber a la chance d'avoir un technicien qualifié mais, aussi compétent soit-il, celui-ci ne suffit pas à la tâche. «*Si on avait davantage de ressources humaines en technique, je pense que ça réglerait une bonne partie des problèmes. Mais, hélas, quand les commissions scolaires font des coupures, c'est souvent le personnel technique qui est touché.*»

De même, la formation des enseignants pose problème, car ceux qui s'impliquent se forment souvent par eux-mêmes. «*Ces professeurs aiment l'informatique, et ils vont chercher des cours de formation ici et là*», indique le responsable de l'école Le Ber, en ajoutant qu'il faudra bien davantage pour véritablement implanter les utilisations pédagogiques des nouvelles technologies.

Les enseignants devront être mieux formés pour véritablement implanter les utilisations pédagogiques des nouvelles technologies

Tout pour réussir sa rentrée scolaire

Marie-Éva de Villers

Le Multi des jeunes

dictionnaire de la langue française

Un outil de référence unique, destiné aux élèves de la 4^e année du primaire jusqu'à la fin du secondaire, qui innove par toutes les informations linguistiques qu'il réunit. Le Multi des jeunes donne une description claire et actuelle du français de tous les francophones et du bon usage québécois.

- Un dictionnaire de langue
- Une grammaire complète en tableaux
- Les difficultés du français
- Les modèles de conjugaisons

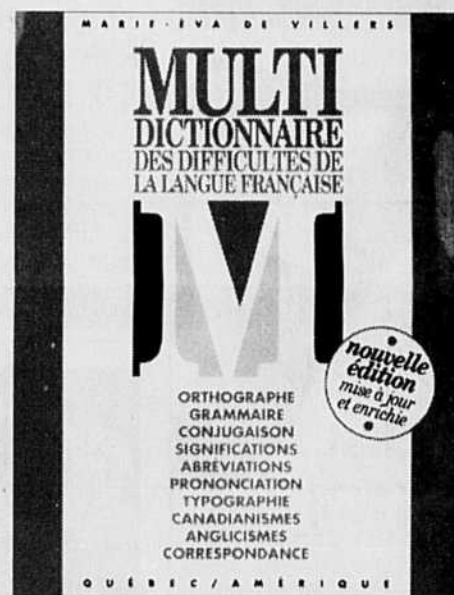


1000 pages, 32,95 \$, ISBN : 2-89037-886-1

Multidictionnaire des difficultés de la langue française

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le français.

Le Multidictionnaire, outil désormais consacré tant par le public que par les établissements d'éducation avec au-delà de 250 000 exemplaires vendus au Québec.



1326 pages, 49,95 \$, ISBN : 2-89037-598-6



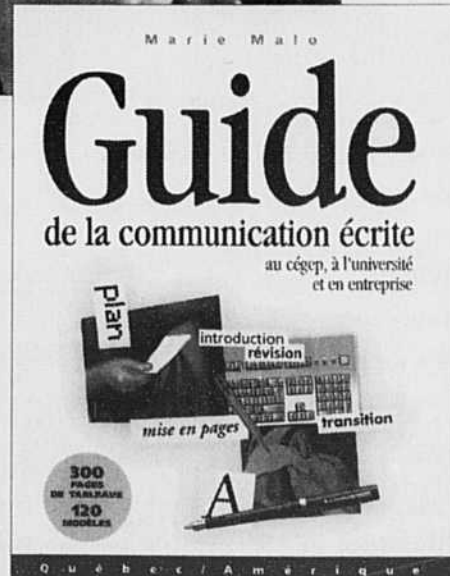
Les enseignantes et les enseignants en première ligne



Fédération des enseignantes et enseignants de commissions scolaires



Marie Malo
Guide de la communication écrite au cégep, à l'université et en entreprise



320 pages, 22,95 \$, ISBN : 2-89037-875-6

Un guide essentiel pour l'usage exact et efficace des ressources documentaires, typographiques et linguistiques. De la note de service au curriculum vitae, en passant par le plan, le résumé et le procès-verbal, une mine de renseignements indispensables à une communication soignée.

Ouvrages pratiques et de référence



QUÉBEC AMÉRIQUE

• EDUCATION •

L'école protestante francophone

Par la création d'écoles à charte, les franco-protestants pourraient conserver le contrôle et la gérance de leurs établissements scolaires

RÉGINALD HARVEY
COLLABORATION SPÉCIALE

Depuis l'adoption de la loi 101 au début des années 80, la clientèle des écoles protestantes francophones a plus que doublé au Québec. Tant et si bien que sur des effectifs scolaires de quelque 92 000 élèves dans l'ensemble du secteur protestant, la population étudiante se répartit maintenant ainsi: près de 29 000 francophones qui forment un peu plus de 30 % de la clientèle, et 63 000 anglophones.

Cette clientèle possède une caractéristique de base significative, selon l'une ou l'autre des deux zones géographiques où elle se déploie, soit Montréal et sa banlieue d'une part et, d'autre part, l'ensemble des régions du Québec.

Depuis très longtemps, la population étudiante protestante de la région montréalaise, qui compte pour près de 90 % des effectifs globaux de ce milieu scolaire, affiche un profil très pluriethnique et interreligieux. À la Commission scolaire protestante du Grand Montréal, qui accueillait à elle seule quelque 30 000 élèves en 1996-97, 31,52 % des élèves étaient de foi protestante et 67,64 % suivaient

d'autres courants religieux. Voilà un exemple qui, à lui seul, reflète fidèlement la réalité contemporaine du réseau scolaire de Montréal.

Quant à la vingtaine d'écoles protestantes francophones disséminées aux quatre coins du Québec, elles regroupent quelque 3 000 élèves. Dans la plupart des cas, elles présentent un portrait chrétien-évangélique et soutiennent un projet éducatif à saveur nettement plus religieuse qu'à Montréal et dans sa périphérie. La plupart de leurs dirigeants craignent que l'existence de ces écoles évangéliques ou à statut particulier soit particulièrement fragilisée par la réforme scolaire actuelle.

Sami Maalouf, responsable des programmes d'enseignement moral et religieux protestant au ministère de l'Éducation, soutient que traditionnellement, les écoles protestantes de la région métropolitaine se sont toujours montrées très ouvertes à l'accueil de gens de diverses croyances. En parallèle, il reconnaît qu'au fil des ans et de l'arrivée de nouveaux immigrants, la situation a largement évolué dans le milieu catholique quant à l'ouverture aux autres.

Encore aujourd'hui, le programme d'enseignement moral et religieux protestant vise fondamentalement au respect de toutes les croyances et, depuis une quinzaine d'années, pour atteindre cet objectif, l'enseignement des principaux courants religieux à travers le monde occupe une place prépondérante dans les cours de morale et de religion. Sami Malouf identifie, dans l'ordre, les trois thèmes autour desquels s'articule le corpus de cet enseignement à caractère protestant: la tradition judéo-chrétienne ou les études bibliques, le phénomène religieux dans le monde, et le développement personnel et social.

À partir de là, il explique que les écoles évangéliques francophones éparpillées dans diverses régions mettent l'accent sur le module numéro un, celui des études bibliques. Dans ces institutions, la dimension religieuse doit déteindre sur tous les aspects de la vie scolaire. Voilà pourquoi enseignants et administrateurs font preuve dans ces endroits d'une même implication et d'une dynamique judéo-chrétiennes dans le fonctionnement général de l'école.

Située dans la région de Québec, l'école L'Eau Vive, dont le bassin de



Depuis l'adoption de la loi 101, la clientèle des écoles protestantes francophones a plus que doublé au Québec.

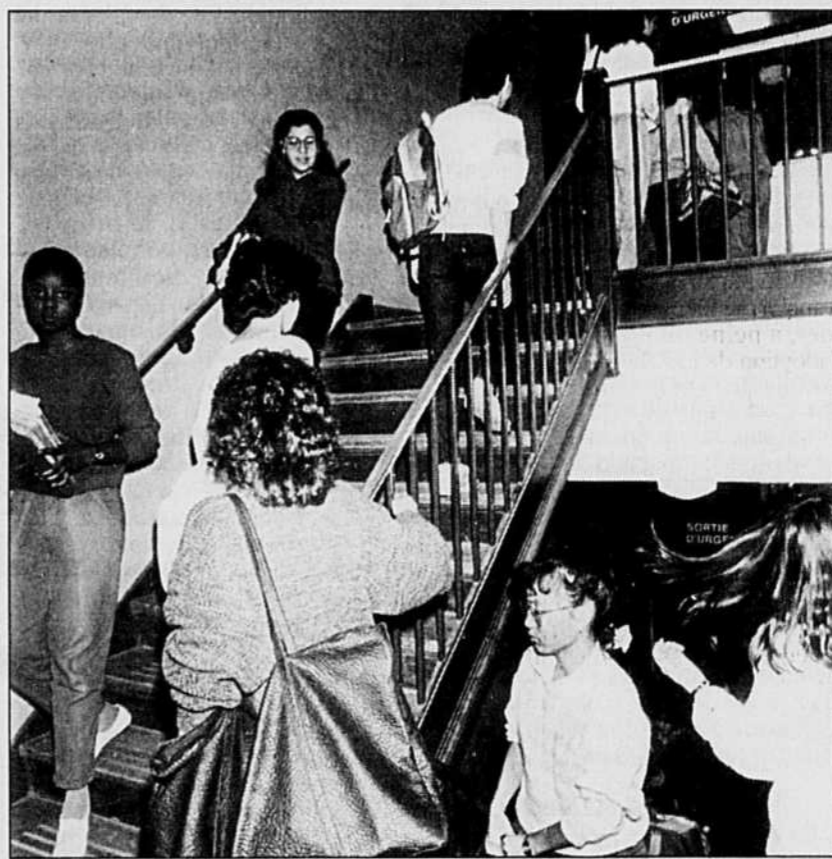
clientèle est passé de 47 élèves en 1979 à quelque 420 l'an dernier, représente un bon exemple de ce genre d'école évangélique. Son directeur, Jean-Marc Royer, parle ainsi de son projet éducatif: «En restaurant un partenariat impliquant les foyers, les églises et l'école, nous voulons transmettre aux élèves un style de vie et une vision du monde basés sur les principes de la Bible.»

Un tel idéal s'articule autour d'un projet éducatif défini auquel doivent adhérer les partenaires de l'école, qui sont invités à participer à sa réalisation et à son cheminement. Tout le personnel doit souscrire au projet et tous doivent s'efforcer d'intégrer les principes mêmes de celui-ci dans l'ensemble des activités scolaires, et non seulement à l'intérieur des cours d'enseignement moral et religieux. Un tel environnement semble favoriser la réussite puisque, depuis 1993, les élèves de L'Eau Vive ont fait preuve aux examens de juin du ministère d'un taux de réussite supérieur de plus de 10 % à celui de l'ensemble des étudiants du Québec.

Pour l'Association des communautés scolaires franco-protestantes du

Québec, des performances aussi relatives servent d'argument en faveur de la survie de telles écoles dans le respect de leur propre identité. La présidente de ce mouvement, Judy Fay,

ne cache pas que l'avènement des commissions scolaires linguistiques et la restructuration du réseau des commissions scolaires mettent en péril les écoles franco-protestantes en région.



Ci-dessus, des élèves de l'école secondaire Van Horne, une école franco-protestante de Montréal.

GOETHE-INSTITUT

L'Allemand ça s'apprend. JA!

Notre session d'automne débutera le 8 septembre 1997.

Un vaste choix de cours: Cours de langue réguliers et accélérés, de théâtre, d'actualité politique, Grammaire à la carte, Deutsch für den Beruf, Deutsch und Musik et Presseschau.

À noter: Un cours pour débutants sera offert à l'école Alexander-von-Humboldt à Bale d'Urie.

Cours le jour et le soir.

Inscriptions du 25 août au 5 septembre 1997 de 9h à 18h.

Renseignements au 499-0159 ou 499-0918

GOETHE-INSTITUT MONTRÉAL

418, rue Sherbrooke Est (près de Saint-Denis)
Métro Sherbrooke, Montréal H2L 1J6

Internet: <http://www.goethe.de/uk/mon>

Courrier électronique: goethe.montreal.id@netaxis.qc.ca

25 ans en mouvement

LOUISE LAPIERRE DANSE

Fondée en 1972

- Enfants
- Adolescents
- Adultes

LE PLAISIR... DE BIEN DANSER!

Jazz-moderne, danse-santé, classique, claquette, chanté-dansé, danse combinée.

Sports-études en danse

Classe d'essai gratuite

Internet: montrealmedia.qc.ca/dansell

521-3456

Au ♥ du plateau Mont-Royal

Vous avez en tête d'entreprendre des études supérieures?

Nous offrons des programmes au niveau des 2^e ou 3^e cycles dans 53 disciplines.

Consultez notre site Internet: <http://www.uottawa.ca>

Téléphone: Communiquez avec Info-Campus au (613) 562-5700 en précisant la discipline de 2^e ou 3^e cycle qui vous intéresse. Télécopieur: (613) 562-5992

ÉCOLE DES ÉTUDES SUPÉRIEURES ET DE LA RECHERCHE

115 Séraphin-Marion, C.P. 450, succ. A, Ottawa (Ontario) K1N 6N5

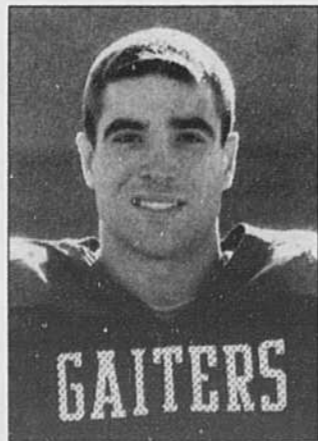
Université Bishop's

Lennoxville, Québec

- ◆ Une tradition d'excellence depuis 1843
- ◆ Programmes de qualité en administration des affaires, sciences humaines, sciences naturelles, sciences sociales et éducation
- ◆ Bourses d'admission assurées aux étudiants ayant une moyenne de 80% au niveau collégial
- ◆ Excellent programme d'échanges internationaux
- ◆ Programme intensif d'anglais langue seconde
- ◆ Classée parmi les cinq meilleures universités de premier cycle au Canada (Maclean's - nov. 1996)

«À l'Université Bishop's vous êtes une personne, pas un numéro. Bishop's m'a donné un environnement dans lequel je peux participer sur le plan académique, culturel, sportif et social.»

— Karl Villeneuve, Montréal
B.A.A. Marketing / Finance
Équipe de football
Récipiendaire du prix Magna for Canada Scholarship



UNIVERSITÉ BISHOP'S UNIVERSITY

Pour plus de renseignements, contactez le bureau de liaison à l'Université Bishop's au: Tél.: (800) 567-2792 ou (819) 822-9600 ext. 2681 • Télécopieur: (819) 822-9661
Courrier électronique: liaison@ubishops.ca • <http://www.ubishops.ca>

L'Université d'OTTAWA en tête!

Arts • Sciences sociales • Administration • Sciences • Génie • Sciences de la santé • Droit • Médecine • Éducation

Téléphone: (613) 562-5700
Télécopieur: (613) 562-5104
Courrier électronique: admissio@uottawa.ca
Internet WWW: <http://www.uottawa.ca>

• EDUCATION •

Redécoupage des territoires scolaires

Le temps du grand ménage est arrivé dans le monde des commissions scolaires québécoises!

RÉGINALD HARVEY
COLLABORATION SPÉCIALE

À terme de trente ans de jeux de coulisse religieux, d'intrigues politiques, de nombreuses tergiversations constitutionnelles et de multiples chicanes de pouvoir, le Québec sera finalement pourvu dans quelques mois d'un système d'éducation basé sur la réalité plutôt que sur la fiction. De religieuses, les commissions scolaires deviendront linguistiques. Le système reposera dorénavant sur la langue d'enseignement au lieu d'être fondé sur l'identité religieuse.

Dans la même foulée, le ministre de l'Éducation, Pauline Marois, porte la hache dans les administrations scolaires en redessinant les territoires des commissions scolaires pour en réduire le nombre de 156 à 71. Elle procède de la sorte à une restructuration en profondeur du réseau, dont la configuration aura pris une tout autre forme, et dont les coûts de fonctionnement seront sensiblement diminués à compter de juillet 1998.

La langue plutôt que la religion

Le 19 juin dernier, grâce à un compromis de dernière heure qui réglait une ultime bataille parlementaire autour de la question, l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité des voix le projet de loi 109 modifiant la loi sur l'instruction publique et créant les commissions scolaires linguistiques. Face à ce consensus qu'il saluait et dont il se félicitait, le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Stéphane Dion, s'engageait peu de temps après à amender la constitution dès l'automne prochain afin de laisser le champ libre à la mise en place des commissions scolaires linguistiques. Les paragraphes 1 à 4 de l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867 confèrent actuellement un caractère religieux obligatoire aux commissions scolaires des villes de Montréal et de Québec.

Si un tel scénario suit normalement son cours et que l'abrogation des quatre paragraphes survient avant le 31 décembre 1997, deux mesures palliatives seront du même coup rayées de la loi 109, tel que spécifié à son annexe. Les conseils confessionnels provisoires prévus pour les secteurs de Montréal et de Québec, de même que les commissions scolaires dissidentes provisoires réservées aux autres régions du Québec, sombreront dans l'oubli avant même de voir le jour. Si le fédéral ne modifie la loi constitutionnelle qu'après le premier

janvier 1998, ces dispositions de la loi demeureront en vigueur, mais seulement jusqu'à la fin de juin 1998.

En vertu de la loi 109, des conseils provisoires émanant des commissions scolaires linguistiques francophones et anglophones seront formés, d'ici le 30 septembre prochain, pour assurer l'interim et procéder à la mise en place des diverses facettes de la réforme scolaire. Ces conseils seront chargés de la préparation de l'année scolaire 1998-99 et recevront, entre autres, le mandat d'organiser la prochaine élection scolaire au Québec, qui sera tenue en juin 1998.

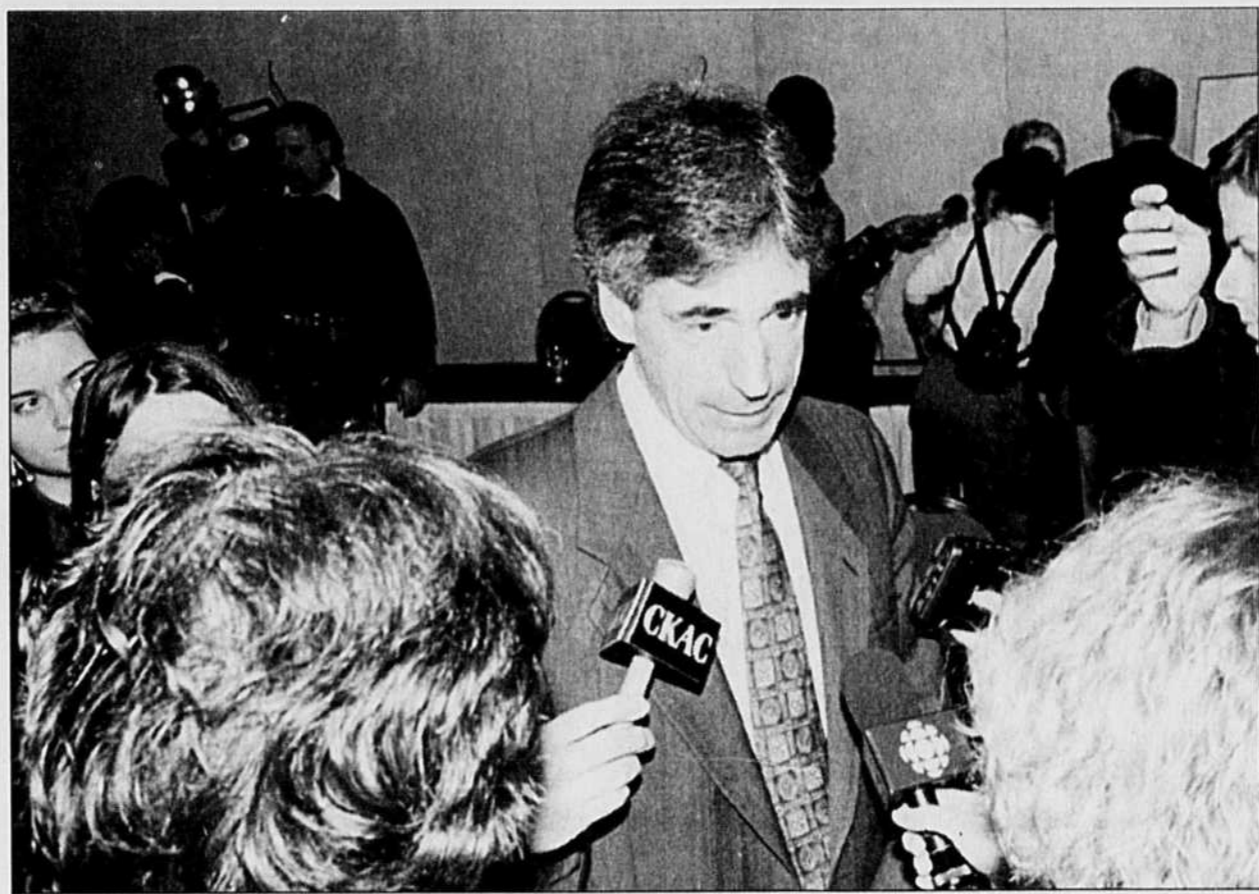
La région de la métropole subira plus que toute autre les effets de ce changement de cap du religieux au linguistique. Il va de soi que la clientèle scolaire du grand Montréal est sensiblement touchée par cette réforme puisque la plus forte proportion de gens ayant accès à l'école anglaise s'y retrouve, comme le constate Claude Plante, conseiller politique au cabinet de la ministre Pauline Marois.

Il fait également valoir que, selon les engagements politiques pris envers la communauté anglophone, toute personne qui a le droit légal de fréquenter une école anglaise pourra exercer ce même droit partout au Québec, nonobstant son lieu de résidence. La notion de «là où le nombre le justifie», qui est appliquée ailleurs au Canada, n'existe pas dans la loi linguistique québécoise. En utilisant les ressources dont elles disposent, ou en recourant à des ententes de service, les commissions scolaires francophones ou anglophones ont le devoir de servir toutes les clientèles évoluant sur leur territoire, fait encore observer Claude Plante.

La restructuration du réseau

Des chirurgies majeures se sont effectuées au cours des derniers mois sur le territoire scolaire québécois, dont le paysage a été littéralement transformé sur papier. Le 27 juin dernier, à peine quelques jours après l'adoption de la loi 109, après la divulgation de projets de réaménagement des écoles et l'annonce de changements aux régimes pédagogiques, la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, dévoilait la carte territoriale revue et corrigée des commissions scolaires.

Issue du plan de restructuration du réseau rendu public par le ministère de l'Éducation en mars 1997, à la suite de consultations avec les différents partenaires impliqués et de modifications apportées au projet original, la proposition Marois devenait la décision Marois quelque trois mois plus



Il y aura finalement trois commissions scolaires francophones sur l'île de Montréal, malgré certains opposants qui n'en souhaitaient que deux. Ci-dessus, le président de la CECM, Michel Pallascio.

tard: à compter de juillet 1998, le Québec comptera 71 commissions scolaires au lieu de 156, dont 59 seront francophones, neuf anglophones, et trois conserveront leur statut particulier. Sauf les trois commissions à statut particulier du Nord-du-Québec et de la Basse-Côte-Nord, à savoir crie,

Kativik et du Littoral, toutes les autres commissions scolaires seront linguistiques.

Cette reconfiguration aura pour résultat des économies annuelles de 100 millions de dollars. Cette opération remodelage, n'ayant pas à s'inscrire dans un processus législatif et

ayant déjà reçu l'aval du Conseil des ministres, aura force de loi une fois publiée dans la *Gazette officielle du Québec* au début de septembre prochain. À compter de la fin du même mois, les conseils provisoires des commissions scolaires linguistiques entreront en action pour veiller à la

mise sur pied et au bon fonctionnement de la nouvelle structure.

Le redécoupage territorial fera en sorte que l'ensemble des régions du Québec, à de rares exceptions près, comptera de trois à quatre commissions scolaires. Il y en aura cependant deux en Mauricie et dans Lanaudière, alors que cinq autres se retrouveront dans la région de Québec. Deux commissions scolaires anglophones sont venues se greffer au projet original, soit en Montérégie et dans l'est du Québec.

À Montréal et dans sa banlieue, terrain particulièrement fertile de discorde en la matière, il a été impossible d'obtenir le consensus des divers intervenants du milieu et la ministre a dû trancher pour déterminer le nombre de commissions à installer. Sur l'île même, il y aura trois commissions scolaires francophones, dont les territoires respecteront l'intégralité de la partie centrale de la ville. Chez les anglophones, le litige s'est manifesté sur le tracé de la ligne de démarcation entre les deux commissions scolaires retenues; la décision sur cette délicate question est encore la revenue au ministère.

Quant à la rive sud du Saint-Laurent, un effort de rationalisation particulièrement entraîné la disparition de deux commissions scolaires sur 23. Il en restera neuf francophones et deux anglophones. Sur la rive nord, une seule commission scolaire desservira le secteur de Laval.

Voilà donc que, sur le plan structurel, plusieurs des éléments importants d'une réforme majeure dans le secteur de l'éducation ont vu le jour. Il reste à procéder aux essais sur le terrain pour mesurer les performances de tout nouveau véhicule.

LA GRANDE LIBRAIRIE DU NORD DE MONTRÉAL

Librairie Garneau

1-888-GARNEAU

www.garneau.com

1691, rue Fleury Est, Montréal H2C 1T1 • Tél.: (514) 384-9920 • Fax: (514) 384-4377

Heures d'ouverture: 9h à 21h30 tous les jours de la semaine

livres, papeterie, presse internationale, CD Rom, jeux

LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ 1998
Éd. Larousse
Édition entièrement nouvelle
54,95\$
39,95\$

LAROUSSE DICTIONNAIRE GÉNÉRAL FRANÇAIS/ANGLAIS
Éd. Larousse
39,95\$
31,95\$

MULTI DICTIONNAIRE DES DIFFICULTÉS DE LA LANGUE FRANÇAISE
Éd. Québec/Amérique
49,95\$
39,95\$

LE MULTI DES JEUNES
Éd. Québec/Amérique
32,95\$
25,95\$

LE PETIT ROBERT
Éd. Le Robert
Dernière édition
72,95\$
58,95\$

LE ROBERT & COLLINS SENIOR
Éd. Le Robert
49,95\$
34,95\$

LE PETIT ROBERT ILLUSTRÉ DES NOMS PROPRES
Éd. Le Robert
74,95\$
59,95\$

HARRAP'S SHORTER DICTIONNAIRE
Éd. Harrap
52,95\$
39,95\$

LE NOUVEAU PETIT ROBERT 1997
Éd. Le Robert

BESCHERELLE L'ART DE CONJUGUER
Éd. Hurbtuse HMH
13,50\$
9,95\$

LE FRANÇAIS PLUS QUE PARFAIT
Éd. Quebecor
24,95\$
21,95\$

DICTIONNAIRE DES MOTS CROISÉS
Éd. Quebecor
15,95\$

AGENDAS (Pépetuels) DAUPHIN/PROSPÉRITÉ
Éd. L'Art de s'approprier
7,95\$ ch
Format poche 3,95\$

LES COMBINAISONS ALIMENTAIRES
Éd. L'Art de s'approprier
18,95\$

LA BOÎTE À LUNCH SANTÉ
Éd. L'Art de s'approprier
12,95\$

La grande librairie du Nord de Montréal
1691, rue Fleury est
Montréal, Québec
H2C 1T1
Tél.: (514) 384-9920
Fax: (514) 384-4377
Place Versailles
7275, rue Sherbrooke est
Montréal, Québec
H1H 1E9
Tél.: (514) 351-0350
Fax: (514) 351-0351
Place Montréal-Trust
1500, avenue McGill College
Montréal, Québec
H3A 3J5
Tél.: (514) 286-0805
Fax: (514) 286-0832
Galeries d'Anjou
7999, boul. Les Galeries d'Anjou
Montréal, Québec
H1M 1W6
Tél.: (514) 353-2353
Fax: (514) 353-4768
Complexe Desjardins
Montréal, Québec
H3B 1B5
Tél.: (514) 288-4844
Fax: (514) 288-7781
Promenades Saint-Bruno
243, boul. Les Promenades
Saint-Bruno, Québec
H7V 5K3
Tél.: (514) 653-0546
Fax: (514) 653-7319
Promenades de Sorel
450, boul. Poliquin
Sorel, Québec
J3P 7R5
Tél.: (514) 746-8771
Fax: (514) 746-5778
Centre Duvernay
3100, boul. de la Concorde
Laval, Québec
H7E 2B8
Tél.: (514) 661-6000
Fax: (514) 661-3250
Carrefour du Nord
900, boul. Grignon
Saint-Jérôme, Québec
J7Y 3S3
Tél.: (514) 432-9100
Fax: (514) 432-6776
Promenades de l'Outaouais
1100, boul. Maloney ouest
Gatineau, Québec
J8T 6G3
Tél.: (819) 243-9700
Fax: (819) 243-6132

La grande librairie de Place Laurier
2700, boul. Laurier
Ste-Foy, Québec
G1V 2L8
Tél.: (418) 659-1021
Fax: (418) 659-2420
Place Laurier 2^e étage
2700, boul. Laurier
Ste-Foy, Québec
G1V 2L8
Tél.: (418) 653-6053
Fax: (418) 653-5789
Place Québec
880, Auto. Dufferin-
Montmorency
Québec, Québec
G1R 4X5
Tél.: (418) 524-3773
Fax: (418) 524-9419
Galeries de la Capitale
5401, boul. des Galeries
Québec, Québec
G3K 1H4
Tél.: (418) 627-5480
Fax: (418) 627-5109
Place Laurier
(papeterie seulement,
ouverture le 17/02/97)
1^{er} étage
2700, boul. Laurier
Ste-Foy, Québec
G1V 2L8
Tél.: (418) 653-6065
Fax: (418) 653-5171
Carrefour de l'Éstrée
3050, boul. Portland
Sherbrooke, Québec
J1L 1K1
Tél.: (819) 569-9957
Fax: (819) 569-9364
Place du Royaume
1401, boul. Talbot
Chicoutimi, Québec
G7H 4C1
Tél.: (418) 549-7196
Fax: (418) 549-2462
Carrefour des Bois-Francs
475, boul. Jutra est
Victoriaville, Québec
G6P 7H4
Tél.: (819) 758-9449
Fax: (819) 758-0997

LES PORTES DU SAVOIR

Les programmes du certificat et du diplôme en traduction vous aideront à atteindre vos objectifs de perfectionnement professionnel

Le Centre d'éducation permanente de McGill se tient à votre disposition pour vous aider à atteindre vos objectifs de perfectionnement professionnel en traduction tant au 1^{er} cycle qu'au niveau des études supérieures.

NOUS VOUS PROPOSONS :

■ **Le certificat en traduction (anglais/français, français/anglais)**
Conçu dans le but de donner une formation de base aux apprentis-traducteurs, ce programme consacre d'abord un temps égal au thème et à la version. Vous avez ensuite accès aux options française ou anglaise en fonction de la langue de spécialisation que vous choisissez.

■ **Le diplôme d'études supérieures en traduction**
Les candidats au diplôme détiennent déjà un diplôme universitaire de 1^{er} cycle dont un tiers des cours (30 unités de crédit) sont en traduction, et ils ont une connaissance d'au moins deux des langues suivantes: le français, l'anglais ou l'espagnol. Si tel est votre cas, vous pouvez, grâce à ce programme d'études supérieures de 30 crédits, vous bâtir de solides compétences professionnelles. Avez-vous efforts sur le français et l'anglais ou spécialisez-vous davantage en choisissant l'option espagnole.

■ **Des cours pour étudiants à statut particulier**
Pour les traducteurs qui cherchent à approfondir leurs connaissances professionnelles, nous offrons plusieurs cours facultatifs d'une grande utilité.

NOUS METTONS À VOTRE DISPOSITION :

- des classes peu nombreuses
- des locaux modernes
- des chargés de cours dévoués et hautement qualifiés.

Test et admission aux programmes : 40,00 \$
Frais de scolarité : 195,33 \$ (3 crédits)

TESTS D'ADMISSION :

Certificat : jeudi 21 août, de 11h30 à 14h30
Diplôme : jeudi 21 août, de 17h30 à 20h30

Pour s'inscrire, ou pour de plus amples renseignements rejoindre le :
McGill Centre D'ÉDUCATION PERMANENTE

Département de langues et de traduction
770, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1G1
Téléphone : (514) 398-6160 Télécopieur : (514) 398-2650
Courrier électronique : info@conted.lan.mcgill.ca

Garneau : 17 LIBRAIRIES À VOTRE SERVICE À TRAVERS LE QUÉBEC
Réseau des librairies Garneau, filiale du groupe *sogides*

Prix en vigueur jusqu'au 30 septembre 1997

EDUCATION

Aider son enfant à réussir
Les parents ont un rôle à jouer dans la réussite scolaire

LOUISE JACQUES
COLLABORATION SPÉCIALE

Vous ouvrez un bouquin, vous en lisez un paragraphe, quand soudain zut! votre gosse de quatre ans surgit en déclarant: J'ai faim! Je veux jouer! ou quoi encore... Scène quotidienne? Alors, plutôt que de perdre patience, applaudissez, car vous facilitez probablement les futurs apprentissages en lecture de votre gamin! En effet, rapportent Duclos, Laporte et Ross dans leur trilogie sur les enfants, une recherche danoise révèle que 82 % des élèves de six à neuf ans qui apprennent difficilement à lire vivent dans une maison presque sans livres.



ARCHIVES LE DEVOIR

Lire avec les enfants est une excellente façon de les aider à développer le goût et l'aptitude à la lecture.

Être là... Par conséquent, si vos souvenirs sont gris, mieux vaut les taire à votre progéniture, et profiter de son entrée en maternelle pour vous réconcilier avec l'école. La meilleure attitude consiste à prendre une part active dans l'éducation préscolaire de son enfant, croit Louise Tremblay, éducatrice. Entre autres, en nouant des liens avec le personnel scolaire, en visitant souvent la classe en compagnie de votre jeune guide (ce rôle cultive sa confiance et son estime personnelle), en venant y animer une activité dans l'année. Il est courant d'inviter les parents à venir parler de leur métier, de leur passion, assure Louise Tremblay. En général, cette expérience modifie de façon positive la relation parent-enseignant.

Bref, quand votre petit entre à la maternelle, mettez-y le pied aussi. Mais bon! Vous faites partie de la ma-

jeorité qui vit sa vie en bousculades? Eh bien! convertissez tous les moments perdus en temps enrichissant. On va à l'épicerie ou ailleurs? Alors, on chante Lundi matin, le roi, sa femme et le petit prince pour apprendre à l'enfant les jours de la semaine, suggère Rollande Deslandes. De même, lire le nom des magasins devient prétexte au repérage des lettres de l'alphabet; mettre la table, une occasion d'enrichir le vocabulaire; proposer à l'enfant de faire germer les pépins de son orange, un moyen de stimuler sa curiosité et son désir d'apprendre.

Et les histoires! Les histoires qui permettent tant de choses, insiste

Mme Deslandes. Notamment de développer l'assurance, la capacité de communiquer et d'interagir chez l'enfant. En faisant des jeux de rôle, en l'amenant à élaborer son propre conte à partir de ce qu'on lui a lu. Imaginez l'aide que cela lui apportera en composition.

...rester là Déjà vous conviendrez que si votre jeune faisait aujourd'hui partie des 15 % de Canadiens qui, à 24 ans, vivent sans diplôme d'études secondaires, vous y seriez peut-être pour quelque chose.

Cela dit, la réussite scolaire de votre enfant ne dépend pas que de vous, mais de plus d'une vingtaine de facteurs sur lesquels vous n'avez pas toujours prise. Par exemple, plusieurs

études démontrent qu'une situation économique précaire (même temporaire) ou l'absence d'un parent entraînent souvent des répercussions négatives sur le rendement scolaire d'un enfant.

En revanche, soulignent Duclos, Laporte et Ross, la motivation à exercer des activités intellectuelles vient d'abord du milieu familial. Et la façon d'exercer son rôle de parent d'élève fait souvent la différence entre le jeune qui subit l'école et l'autre qui s'y plait, estime le Conseil supérieur de l'éducation dans un avis qui pose au-delà de quinze compétences parentales à acquérir pendant que l'enfant chemine au primaire.

Grosso modo, il s'agit de ce qui a été dit ou suggéré précédemment (relations constructives avec les interven-

nants du milieu scolaire, complexité dans le désir et le plaisir d'apprendre...), mais également la capacité de dépister et d'accepter les forces et les faiblesses de son enfant, de reconnaître ses efforts et de l'inciter à la persévérance sans pression induite, de répondre à ses S.O.S. même si pour ce, il faut parfois soi-même appeler à l'aide.

Les parents sont devenus le calvaire de bien des parents, car les termes et les méthodes ont beaucoup changé, reconnaît Line Dubé. Pourtant, à peine quelques-uns me demandent de les dépanner de temps en temps. Une solution que préconise aussi Rollande Deslandes, tout comme le recours à la fratrie et/ou à d'autres parents d'élèves. De plus, il faut savoir que le niveau de concentration d'un enfant ne dépasse sûrement pas celui d'un adulte, soit 20 minutes. Donc, quand il bute trop sur un problème de math, mieux vaut passer à autre chose, voire tout stopper si les larmes mouillent le cahier. Citons cependant encore Duclos, Laporte et Ross, qui insistent sur la nécessité de transposer aussi souvent que possible toute abstraction dans la réalité. Les enfants du primaire qui ne voient aucun lien entre les apprentissages scolaires et la vraie vie (...) sont susceptibles de devenir plus tard de véritables décrocheurs, écrivent-ils.

... toujours là, mais autrement

Constante au départ, la présence parentale doit cependant évoluer de façon à permettre l'émergence des comportements autonomes requis pour que l'élève se sente graduellement plus responsable de sa réussite scolaire. Je dis qu'en général, un jeune du secondaire doit pouvoir mettre en branle son système D, reprend la chercheuse Deslandes qui, en 1996, soutenait une thèse traitant de l'influence du milieu familial sur la réussite en troisième secondaire.

Système D pour débrouillardise, mais avec des parents présents, précisez-elle. Les jeunes ont encore besoin d'eux, mais d'une manière différente. Par exemple, une enquête menée auprès de 525 adolescents de 14 à 16

ans lui permet de conclure que l'encadrement parental explique 6 % de la variation des résultats scolaires, suivi d'assez près par l'encouragement à l'autonomie. Mieux encore, le soutien affectif des parents dans le métier d'élève explique 10 % de la différence observée. Un soutien qui, plus concrètement, se traduit par l'encouragement aux activités scolaires, des félicitations pour un travail, un examen réussi, un intérêt marqué pour les orientations qui déjà tracent les empreintes de l'adulte que l'ado deviendra. Soit exactement le type de participation qui sert le mieux les collégiens. Quand un jeune tient mordicus à faire quelque chose, il faut l'encourager, non pas l'abandonner. Il doit savoir qu'on reste là et que s'il a pris la mauvaise direction, ce n'est pas la fin du monde.



ARCHIVES LE DEVOIR

Au moment des devoirs, on doit se rappeler que la durée de concentration d'un enfant est toujours plus courte que celle d'un adulte.

Un diamant rouge? Un saphir vert? Une opale noire? Les pierres précieuses vous fascinent... Pour connaître les cours que nous offrons, que ce soit pour le plaisir, pour la culture ou même pour en faire une carrière Les Gemmologistes Associés 514.528.1828

De l'éditeur chef de file dans le domaine de l'Orientation et de la Carrière Des livres pour VOIR VENIR L'AVENIR. CURSUS Désormais un incontournable. Ce guide d'information et d'orientation personnalisé permet de cerner au plus près le parcours d'études respectant les champs d'intérêt et le vécu de l'individu. Gagnant 1997 du Prix de l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation de Québec pour sa contribution à l'enrichissement de la pratique d'orientation. 120 pages, 9,95 \$

Montessori Sillery Unique à Québec - 12 mois à 12 ans. Bambins (12 mois à 3 ans) Préscolaire (3 à 6 ans) Primaire. RENCONTRE Jeudi 21 août 1997 à 19 h 30. Certifié depuis 10 ans par AMI Association Montessori Internationale 1265, ave Du Buisson, Sillery 688-7646

Serais-tu du genre COMMUNICALTERNARTISTIQUE ou peut-être, un peu FANATICOBUSINESSOLOGUE ou encore TECHNOCRÉATIVILISÉ? ... pas de problème, y'a de la place pour toi... musitechnic. Créateur du programme collégial «CONCEPTION SONORE ASSISTÉE PAR ORDINATEUR»

Investir pour demain L'école The Priory, une école de langue anglaise, indépendante et mixte, qui croit qu'investir aujourd'hui est un gage d'avenir. PORTES OUVERTES: Dimanche 2 novembre 1997, de 14 h à 16 h. Lundi 4 novembre 1997, de 9 h 30 à 11 h 30. L'ÉCOLE THE PRIORY INC. (Fondée en 1947) 50 ans de succès. 3120, Le Boulevard, Montréal, Québec H3Y 1R9

«Je ne cherche pas je trouve.» Des séminaires de doctorat à l'INRS-Culture et Société. NOUVEAU DÈS SEPTEMBRE 1997. Trois séminaires de doctorat: Art, culture et société; Lien social et politiques (familles, générations, citoyenneté); Structuration des régions et rapports sociaux régionaux. Les séminaires de l'INRS-Culture et Société: Des séminaires animés par des équipes de chercheurs chevronnés; Dans un environnement de recherche interdisciplinaire dynamique; Une formation à la fine pointe de la recherche sociale et culturelle.

• EDUCATION •

L'enseignement des arts

Le rapport sur la réforme du curriculum scolaire défend la place des arts à l'école

LOUISE JACQUES
COLLABORATION SPÉCIALE

Que sait-on des civilisations anciennes? Au moins tout ce que leurs musiques et leurs peintures révèlent sur les coutumes, les valeurs, les croyances, les préoccupations, les réalisations des gens qui nous ont précédés.

L'art est un héritage témoin de l'évolution de l'humanité, puisqu'il tient à la fois du cœur et de la raison, de la pensée critique et de l'imagination. Soit, selon le groupe Inchauspé, les quatre habiletés que l'école doit développer chez l'élève, afin qu'à son tour, il puisse parfaire la construction du monde.

Dès lors, il est logique que le rapport sur la réforme du curriculum défende la place des arts dans l'école et pose la nécessité d'un rehaussement culturel du contenu des programmes. Dans ce sens, l'on y suggère d'enrichir le corpus littéraire d'œuvres poétiques et théâtrales, d'introduire des perspectives culturelles dans les cours d'histoire tout en intensifiant la présence de l'histoire de l'art, de privilégier une formation de base commune en musique et en arts plastiques dans le réseau primaire, d'axer l'enseignement des disciplines artistiques tant sur la création que sur la connaissance et la compréhension de productions contemporaines et passées, etc.

Cela dit, même si la ministre Marois retenait l'ensemble des recommandations formulées par l'équipe Inchauspé, bien des bémols atténueront la vibration artistique dans l'école de demain. Entre autres, le fait que culture et formation des maîtres ne résonnent toujours pas au diapason, que faute de spécialistes, les titulaires du primaire doivent trop souvent s'improviser profs de théâtre ou de dessin, et que même si les arts devenaient l'un des champs disciplinaires optionnels du secondaire III, la formation artistique obligatoire s'inscrira

dans un temps restreint, en termes d'heures et d'années.

De cinq à quinze ans

Bref, malgré des intentions et des efforts louables, à part un revirement surprise, il est d'ores et déjà certain que l'art à l'école n'abordera pas le prochain siècle sans problèmes. Mais bon, au moins s'affichera-t-il dès la maternelle, puisque le nouveau programme d'éducation préscolaire réaffirme l'importance des arts dans le développement global et harmonieux de l'enfant. Aussi, danse, musique, théâtre et arts plastiques contribueront encore à vivifier l'intelligence mentale et émotive des jeunes enfants. Cependant, à cette étape, les arts ne restent qu'un des instruments ludiques pouvant amener l'enfant à mieux se connaître, à s'affirmer et à interagir avec son environnement.

En effet, comme notre système d'éducation refuse de «faire apprendre» avant la première année, l'apprentissage formel des arts n'existe pas avant cela, alors que le régime pédagogique actuel exige l'enseignement d'au moins deux des quatre disciplines artistiques figurant au programme de la préscolaire. «Dans les faits», affirme Isabelle Aubin, responsable du programme au MEQ, la plupart des écoles offrent trois disciplines au premier cycle, puis deux au second cycle. D'abord la musique, ensuite les arts plastiques et le théâtre.

«Au primaire, le problème fondamental demeure le manque de spécialistes, sauf en musique, enchaîne Suzanne Lemerise, professeure au département des arts de l'UQAM. Par conséquent, et malgré toute la bonne volonté des généralistes, beaucoup de choses qui s'y font relèvent du bricolage ou du loisir, ce que je ne peux appeler un enseignement intelligent.»

Rappelons que l'emploi de spécialistes au primaire dépend essentiellement d'une question mathématique, puisque ceux-ci comblent la marge entre le nombre d'heures hebdoma-



Enseigner les arts à l'école de façon appropriée suppose l'embauche de spécialistes, une condition pas toujours remplie dans les faits.

dares d'enseignement permis par la convention collective (vingt heures et demie) et le temps de présence exigé d'un enfant à l'école (vingt-trois heures et demie). Donc un total de trois heures que se partagent les profs d'arts, d'éducation physique et d'anglais, langue seconde.

Si l'équilibre se maintient ici et là, le contraire prévaut à Montréal et dans sa grande périphérie, c'est-à-dire partout où la réalité multiethnique rayonne. «Dans ces régions, il y a préoccupation pour que l'élève développe des apprentissages en langue seconde», explique Isabelle Aubin. Aussi, très souvent, les titulaires prennent-ils complètement la relève des spécia-

listes en arts dès la quatrième, voire la troisième année. «On peut donc conclure que l'enseignement des arts est très fragilisé, sinon absent, surtout pour les élèves de cinquième et de sixième année», reconnaît Mme Aubin en insistant, par contre, sur l'augmentation des activités de perfectionnement dans le domaine de la créativité.

Heureusement, en empruntant le chemin du secondaire, les ados renouent ou poursuivent leurs relations avec les arts à raison de quatre unités-année (100 heures) pendant au moins deux ans. Soit dans une discipline la première année et dans une autre l'an qui suit, soit — et c'est le cas de la majorité —, dans deux programmes

d'arts distincts en première secondaire, et dans l'un d'eux l'année d'après. L'embauche des années 1970 ayant principalement profité aux spécialistes en musique et en arts plastiques, gammes et pinceaux accompagnent ici le plus grand pourcentage des élèves.

En revanche, la courbe de présence se dessine autrement dès que l'apprentissage des arts devient facultatif, c'est-à-dire en troisième secondaire.

Rejoignent alors le maximum d'élèves les options arts plastiques et arts-communication, cette dernière ouvrant, entre autres, sur la vidéo et — il s'agit de projets-pilotes — sur le cinéma. Suivent dans l'ordre musique, théâtre et danse.

A noter que les élèves qui, en septembre 1996, privilégiaient l'option musique étrennent le nouveau programme, lequel propose un processus plus unifié de l'expérience musicale. «Autrement dit, davantage de liens entre ce que l'élève apprend, joue, analyse et critique», assure Isabelle Aubin. En outre, l'enseignement de l'histoire de la musique repose désormais sur une approche globale, c'est-à-dire qui tient compte des contextes socio-historiques correspondant aux œuvres étudiées. Une approche qui, à moins d'avis contraire de la ministre Marois, sera conservée lors de la révision éventuelle des autres programmes en arts.

«Tout le monde crie à la catastrophe mais, si l'on compare avec il y a vingt ans, l'enseignement des arts au secondaire s'est amélioré, poursuit Mme Aubin. Il n'est peut-être pas moins menacé, mais il est mieux reconnu par l'ensemble du milieu scolaire.» Cependant, elle déplore que le Québec ne suive pas l'exemple des États américains qui posent la réussite d'une matière artistique comme condition d'obtention du diplôme d'études secondaires. «L'effet pervers des options, c'est la hiérarchie des disciplines. Mais ce n'est pas parce qu'un élève va en sciences qu'il n'aime pas ou qu'il n'a pas besoin des arts, lesquels sont un moyen extraordinaire de faire passer je ne sais combien de valeurs, combien de connaissances», insiste celle qui affirme avoir appris l'espagnol en... jouant une pièce de théâtre!

ARCHIVES LE DEVOIR

Il était une fois UN ORTHOPHONISTE EN MILIEU SCOLAIRE

Certains enfants éprouvent des difficultés de parole ou de langage.

Ces difficultés peuvent être associées:

- à un trouble d'apprentissage ou de comportement;
- à une déficience intellectuelle, auditive ou motrice;
- au bilinguisme;
- au bégaiement;
- à un trouble neurologique, telle la dysphasie;
- à un problème affectif, psychologique ou familial.

L'orthophoniste est l'allié de leur réussite scolaire.

POUR TROUVER UNE RÉPONSE
Appelez l'orthophoniste de l'école de votre enfant ou contactez-nous:

Ordre des Orthophonistes et Audiologistes du Québec

1265, rue Berri, bureau 730, Montréal (Québec) H2L 4X4
Téléphone : (514) 282-9123 Télécopieur : (514) 282-9541

Y COURS DE LANGUES ET D'INFORMATIQUE
(Sessions de 3 et 7 semaines. Inscription continue)

CENTRE-VILLE: 849-8393 (postes 709, 719) PEEL
HOCHELAGA-MAISONNEUVE: 255-4651 VIAU
Du PARC: 271-9622 (Informatique seulement)

MATINÉES SCOLAIRES 1997-1998

SÉRIE JEUNE PUBLIC

AU CENTRE PIERRE-PÉLADEAU

MUSIQUE À WWW.TRITON @ HOTEL DES DISSONANCES
Le mercredi 29 octobre 1997 à 10 heures
Avec le quintette à vent
Clavivent / SMCQ Jeunesse

LE PIANO MUET
Le jeudi 20 novembre 1997 à 10 heures
Avec Clavivent / SMCQ Jeunesse
Texte de Gilles Vigneault,
musique de Denis Gougeon

L'HISTOIRE DU PETIT TAILLEUR
Le mardi 10 février 1998 à 10 heures
Avec Clavivent / SMCQ Jeunesse
Conte des frères Grimm,
musique de Tibor Harsanyi.

DE QUOI EST FAITE LA MUSIQUE
Le mercredi 11 mars 1998 à 10 heures
Avec le quatuor à cordes
Clavivent / SMCQ Jeunesse

LE MONDE MERVEILLEUX DES CORDES
Le mercredi 15 avril 1998 à 10 heures
Avec l'Ensemble Amati,
direction Raymond Dessaint

L'HISTOIRE DE BABAR
Le mardi 12 mai 1998 à 10 heures
Avec Clavivent / SMCQ Jeunesse
Texte de Jean de Brunhoff,
musique de Francis Poulenc.

Réervations :
Isabelle Duchesnay
Coordonnatrice - programmes scolaires
Jeunesses Musicales du Canada
(514) 845-5309

JEUNESSES MUSICALES DU CANADA SMCQ
Centre Pierre-Pélaudeau
Salle Pierre-Mercure

Directrice de la collection Louise Lafortune Ph.D.

416
Manuel tome 1
Manuel tome 2
Guide d'enseignement

436
Manuel tome 1
Manuel tome 2
Guide d'enseignement

514
Manuel tome 1
Manuel tome 2
Guide d'enseignement

536
Manuel tome 1
Manuel tome 2
Guide d'enseignement

GUÉRIN
1991, rue Dorval
Montréal (Québec) H2T 2G2 Canada
Téléphone: (514) 812-5381
Télécopieur: (514) 812-5383
Adresse Internet: <http://www.guerin.education.qc.ca>
Centre de formation: <http://www.guerin.education.qc.ca>

COLLECTION MATHOPHILIE

L'approche développée dans cette collection tient compte des dimensions cognitive, métacognitive, affective et sociale de l'apprentissage de la mathématique.

• ÉDUCATION •

Le poids des dettes

Endettement et faillites d'études mettent en péril les jeunes des années 90

CHRISTIANE DUPONT
COLLABORATION SPÉCIALE

Pierre Faby a cinq jeunes enfants, âgés entre 6 mois et 8 ans, dont il s'occupe à plein temps. Il a aussi 25 000 \$ de dettes contractées alors qu'il étudiait en psychologie: baccalauréat, maîtrise, doctorat. Sa famille, composée de sept personnes, vit avec le seul salaire de son épouse, Julianne. Depuis un an, et pour encore deux ans, Pierre et Julianne remboursent 600 \$ par mois de dettes d'études. Comment font-ils pour arriver? «Nous, nous avons la chance d'avoir un salaire», dit Pierre. Pendant ces années de sacrifices, Pierre et sa femme ont décidé de rembourser le plus rapidement possible ces dettes d'études, pour éviter d'avoir à payer trop de frais d'intérêts.

Des faillites en plus grand nombre

Nombreux sont les étudiants québécois qui ont d'importantes dettes d'études, parce qu'ils ont trop emprunté, ont étudié trop longtemps, ou n'ont pas été assez aidés par leurs parents. Depuis trois ou quatre ans, alors qu'il y a eu des modifications à la Loi sur l'aide financière aux étudiants, on note une augmentation importante du volume des prêts faits aux étudiants, plus de 550 millions de dollars étant attribués sous forme de prêts chaque année. Avant les années 90, on parlait d'environ 225 millions de dollars en prêts attribués chaque année. Pour la seule année 1996-1997, 190 000 demandes de prêts ont été traitées au service de l'aide financière aux étudiants du ministère de l'Éducation du Québec.

Avec un emploi rémunérateur

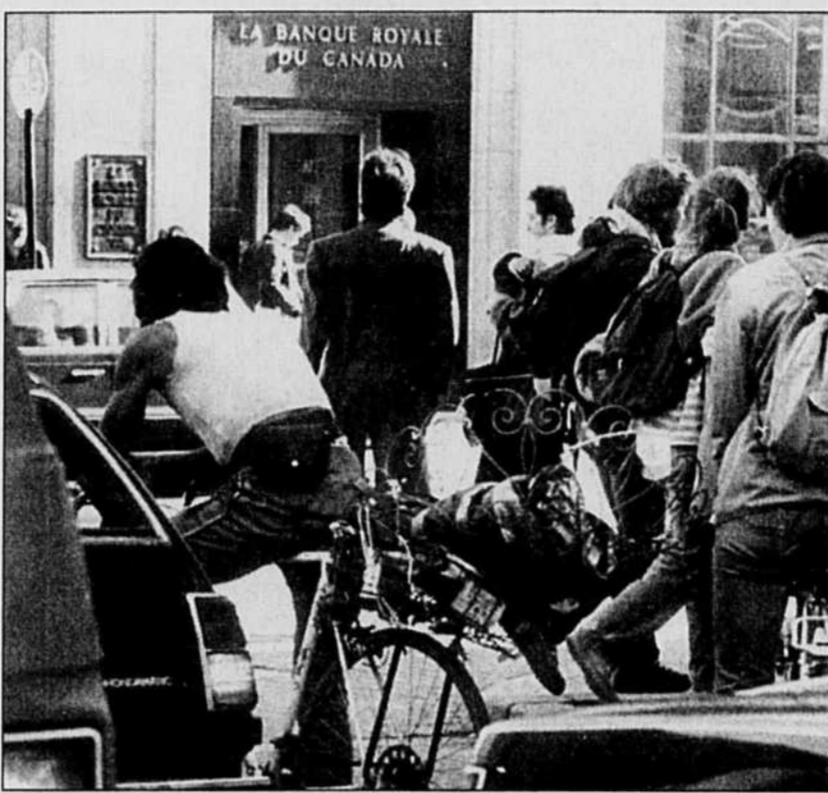
après les études et l'assurance de revenus fixes, comme c'était plus facilement le cas il y a plusieurs années, les problèmes de remboursement n'existaient à peu près pas. Dans le contexte actuel, où les emplois ne sont pas légion, la donne a changé.

De plus en plus souvent, les diplômés fraîchement émoulus déclarent une faillite personnelle pour éviter d'avoir à rembourser. Dénouement extrême ou tour de passe-passe? Non seulement les ex-étudiants faillis sont plus nombreux, mais les dettes qu'ils ont accumulées pendant leurs études sont beaucoup plus importantes qu'avant.

En 1995, Québec et Ottawa ont dû absorber 100 millions de dollars de dettes étudiantes impayées en raison de faillites personnelles, trois fois plus que six ans auparavant. Mais une nouvelle loi canadienne sur les faillites personnelles — qui inclut le Québec — vient d'être votée au printemps dernier. Elle fera en sorte que les dettes d'études ne soient plus incluses dans les faillites personnelles. Ainsi, la faillite sera toujours possible mais ne libérera pas un individu de ses dettes d'études, dans un premier temps.

À l'heure actuelle, 350 millions de dollars font partie du dossier «comptes à recevoir» au Service d'aide financière du MEQ. Au cours de l'année 96-97, Jean-Pierre Filion, directeur de la gestion des prêts au ministère de l'Éducation du Québec, soulignait que le gouvernement avait dû rembourser aux créanciers 82 millions de dollars pour des prêts en souffrance, dont la moitié constituait des dossiers de faillites.

D'autres mécanismes que la faillite sont heureusement disponibles aux



ARCHIVES LE DEVOIR

Dès qu'il aura décroché un emploi, le nouveau diplômé devra commencer à rembourser son prêt d'études, une somme généralement assez élevée.

étudiants en difficulté de paiement. Depuis 1981, signale M. Filion, un étudiant qui termine ses études bénéficie d'un délai de six mois avant de devoir commencer à rembourser ses dettes d'études à son créancier. Passé ce délai, il peut demander de faire partie du programme de remboursement différé — qui peut être échelonné jusqu'à 18 mois — si ses revenus mensuels bruts sont inférieurs à 980 dollars. Il est à noter que dans son der-

nier budget, le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, a prolongé le programme de remboursement différé de 12 mois supplémentaires, mais cette nouvelle disposition ne s'applique pas — du moins, pour l'instant — aux étudiants du Québec.

Raisons multiples

Pourquoi les étudiants ont-ils tant de problèmes à rembourser leurs prêts d'études? Patrick Robitaille, res-

ponsable du dossier à la FEUQ (Fédération des étudiants universitaires du Québec) identifie plusieurs facteurs: le marché de l'emploi particulièrement difficile, les montants des prêts accordés nettement plus élevés qu'avant par rapport aux montants des bourses, l'augmentation substantielle des frais de scolarité, les responsabilités familiales de plusieurs étudiants, et, finalement, la diminution ou la non contribution parentale aux études de leurs enfants. «En 1986, dit-il, on notait déjà que près de 60 % des jeunes Québécois aux études ne recevaient pas ou pas complètement de contribution de leurs parents pour les aider à effectuer leurs études».

De son côté, le gouvernement du Québec se considère comme l'un des gouvernements provinciaux les plus généreux pour l'octroi des prêts et bourses. Depuis le début du programme d'aide financière en 1967, Québec a, par le biais des banques et des caisses populaires, octroyé plus de cinq milliards de dollars en prêts étudiants. Québec serait encore la seule province à accorder des bourses, même si leur volume a considérablement diminué au cours des dernières années.

Un rapport attendu

Comment faire pour trouver des solutions aux dettes d'études des jeunes Québécois? D'abord, sûrement, améliorer le marché du travail. Avec un emploi, c'est plus facile de rembourser ses dettes... Une autre solution? Trouver du financement pour leurs études qu'ils ne soient pas tenus de rembourser, mais qu'on leur dispense moyennant certaines conditions. C'est ce qu'ont décidé les habitants de la Géorgie, cet État du sud

des États-Unis. Ils ont mis sur pied une loterie-études, le HOPE («Helping Outstanding Pupils Educationally»). Plus de 200 000 étudiants ont pu profiter du programme HOPE depuis septembre 1994, moyennant les efforts soutenus qu'ils doivent consacrer à leurs études et l'obtention d'une moyenne générale de 80 %. Grâce à HOPE, le gouvernement de l'État de Géorgie a pu instaurer d'autres programmes, dont la prématernelle pour tous.

Le remboursement proportionnel au revenu (RPR) est une des solutions les plus sérieusement envisagées, de ce côté-ci de la frontière. Elle constitue en tout cas le cheval de bataille de la FEUQ, au chapitre de l'aide financière. Selon ce modèle de remboursement, les paiements exigés des étudiants varieraient en fonction de leur revenu. De plus, les étudiants ayant un revenu annuel inférieur au seuil de la pauvreté ne seraient pas tenus d'effectuer des paiements. Pour l'instant, le fédéral étudie sérieusement la possibilité de recourir au RPR.

Québec, qui a son programme financier distinct, a mis sur pied, l'hiver dernier, un groupe de travail présidé par Claude Montmarquette, professeur au département de sciences économiques de l'Université de Montréal, sur les modalités de remboursement de la dette étudiante. Le groupe de travail devait remettre son rapport à la ministre Pauline Marois, à la fin d'avril dernier. Le rapport, maintenant attendu pour la fin du mois d'août, offrira peut-être des solutions novatrices aux problèmes suscités par la dette étudiante. C'est à souhaiter, car le problème est de taille.

www.icari.qc.ca

Alias | Wavefront
Power Animator
& Composer

Softimage 3D
& Eddie

Houdini

Form + Z

ElectricImage

PROGRAMMES RÉGULIERS 97-98

- DESSINS ANIMÉS janvier 98
Animation classique et Production informatisée
- ANIMATION 2D & 3D avril 98
Télévision, cinéma et jeux vidéo
- ÉDITIQUE ET INTERNET octobre 97
De l'imprime à la création de site WEB
- SCÉNARISATION MULTIMÉDIA novembre 97
De l'écriture interactive à la gestion de production
- PRODUCTION MULTIMÉDIA novembre 97
Tout sur la réalisation d'un CD-ROM
- ALIAS | WAVEFRONT janvier 98
Centre d'excellence

Permis du ministère de l'Éducation du Québec #749 996
Prêts et Bourses, SPRINT, Crédits d'impôts / Loi 90,
Ressources Humaines du Canada

ICARI
85, Saint-Paul Ouest, bur 31 Montréal (Québec) H2Y 3V4
(514) 982-0922 info@icari.qc.ca

3D Studio MAX
Studio Pro
Photoshop
Illustrator
After Effects
Director
Multimedia
Studio
Premiere
Quark Xpress
Retas!Pro
Media100...

COLLÈGE
STANISLAS

DE LA PRÉ-MATERNELLE (4 ans)
AU COLLÉGIAL (1ÈRE ET TERMINALE)
BACCALURÉAT FRANÇAIS
PRÉPARATION AUX UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES
NORD-AMÉRICAINES ET EUROPÉENNES

À MONTRÉAL
780, BOULEVARD DOLLARD
OUTREMONT - QUÉBEC
H2V 3G5

À QUÉBEC
2415, RUE MARIE VICTORIN
SILLERY - QUÉBEC
G1T 1K2

TÉL : 514 - 273-9521
FAX : 514 - 273-3409

TÉL : 418 - 527-9998
FAX : 418 - 527-0399

INTERNET : cstanil@edupac.qc.ca

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ, MEMBRE DU RÉSEAU INTERNATIONAL DES
ÉCOLES ET LYCÉES FRANÇAIS

MUSÉE McCORD

LES VISITES SCOLAIRES Programmation 1997-1998
Un Musée à découvrir
Marguerite Volant : passions, histoire et fiction
Les paradis du monde : L'art populaire du Québec

514.398.7100, poste 222

OFFREZ-LEUR UN VOYAGE
DANS LE TEMPS

COLLÈGE PRIVÉ POUR GARÇONS ET FILLES

COLLÈGE MONT-SAINTE-LOUIS

COURS SECONDAIRE COMPLET

Portes
ouvertes

1700, boulevard Henri-Bourassa Est
Montréal (Québec)
H2C 1J3

SAMEDI
18
OCTOBRE
1997

UNE ÉCOLE CENTRÉE SUR L'ESSENTIEL

EXAMENS D'ADMISSION
pour septembre 1998
PREMIÈRE SECONDAIRE
le samedi 25 octobre 1997 et
le samedi 1^{er} novembre 1997
de la 2^e à la 5^e secondaire: 30 janvier 1998

On peut s'inscrire aux examens d'admission
en téléphonant au secrétariat du niveau.

514 382-1560

INSTITUT REINE-MARIE

ÉCOLE PRIVÉE POUR FILLES

- 1^{re} à 5^e secondaire • Moins de 500 élèves
- Cours de musique privés • Ballet classique • Danse
- Informatique • Espagnol • Cours réguliers et enrichis

Ouverture d'un secteur précollégial

- pour reprendre certains cours échoués et obtenir le DES
- pour ajouter des cours préalables à une formation collégiale

ouvert à la mixité au précollégial seulement

- session intensive de septembre à janvier
- inscription immédiate

TRANSPORT SCOLAIRE LAVAL & RIVE-NORD

Pour admission en septembre 1997,
s'inscrire en téléphonant au secrétariat:
382-0484

9300, boul. Saint-Michel, Montréal H1Z 3H1

BRÉBEUF

COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF

Une institution
tournée vers le succès

D.É.C. en Arts et Lettres
D.É.C. en Sciences humaines
D.É.C. en Sciences de la nature
D.É.C. (intégré) en Sciences, Lettres et Arts

Baccalauréat International en Sciences humaines
Baccalauréat International en Sciences de la nature

(514) 342-9342 poste 255

Le Collège offre aussi le cours secondaire.

• ÉDUCATION •

Un choix épineux

Difficile de choisir une carrière

lorsqu'on ne connaît pas encore le marché du travail, ni ses propres capacités

CHRISTIANE DUPONT
COLLABORATION SPÉCIALE

Caroline Ouellet, 17 ans, était une très bonne élève au secondaire. Au cours de sa première année de cégep, elle a dû envisager sérieusement de se réorienter. «Je voulais être médecin-pathologiste depuis l'âge de 15 ans, dit-elle. C'est un rêve que j'ai eu pendant des années. J'y penserai toujours sauf que là, je me dis ce n'est pas pour moi. Je ne peux pas. J'ai essayé, au moins... mais je ne me suis pas rendue parce que je n'étais pas capable.» Caroline a terminé sa première année de cégep, obtenant des sciences de la nature vers autre chose. A la dernière session d'hiver, elle a conservé les cours obligatoires en première année et communs aux étudiants de toutes orientations.

Brian Rochon, 17 ans, était également un élève talentueux au secondaire. Il est tombé de haut en arrivant au cégep. Il se sentait perdu, n'avait plus le même groupe d'amis au cégep Ahuntsic qu'à l'école secondaire, très conviviale, qu'il fréquentait au nord de Montréal. Assez pour que son intérêt pour la chose scolaire s'éffrite dès les premières semaines au cégep. «Au début, ça allait bien, affirme Brian. En chimie, par exemple, c'était la révision du secondaire et j'avais toujours aimé ça. Mais plus on avançait, moins ça ressemblait au secondaire et moins j'aimais ça... J'ai mis plus d'efforts pour étudier dans cette matière-là mais ça ne donnait rien, parce que je n'avais plus le goût.»

La marche est haute

Pourtant, Brian Rochon est un étudiant qui s'intéresse à beaucoup de

choses: le pilotage, la météorologie, les sciences. En première année de cégep, il avait choisi d'étudier en sciences de la nature et se destinait à une carrière scientifique. Il a dû, lui aussi, après la session d'automne, changer d'orientation.

Heureusement pour Caroline et Brian, il a été possible de rencontrer un conseiller d'orientation au cégep. Des élèves comme eux, Yvon Trotter, conseiller d'orientation au cégep Ahuntsic, en rencontre beaucoup dès la première session d'automne. «Il arrive souvent, affirme-t-il, que les élèves de première année nous disent qu'ils trouvent la marche haute entre le secondaire et le cégep. On les avait prévenus que leurs études collégiales n'étaient pas gagnées d'avance, mais souvent, ils nous disent n'avoir pas réalisé à quel point.»

Dans une étude publiée en 1992, le Conseil permanent de la Jeunesse constatait que 36 % des cégépiens changeaient de programme d'études au cours de leurs études collégiales et la majorité, dès la première année. C'est toujours le cas aujourd'hui. Par ailleurs, 30 % des cégépiens conservent leur orientation d'origine et terminent leurs cours collégial dans les délais prévus, tandis qu'un autre 30 % décrochent complètement du cégep.

A ce chapitre, un psychologue et chercheur du cégep de Rosemont, Bernard Rivière, a conduit récemment une étude sur la question, dans laquelle il notait que plusieurs étudiants décrochent malgré eux car le contingentement du secteur technique les a refoulés au cégep. En outre, dit le chercheur, les étudiants du secondaire ne connaissent



ARCHIVES LE DEVOIR

Beaucoup d'étudiants attirés par les sciences au collégial devront changer de discipline en cours de route, lorsqu'ils réaliseront que le programme est trop difficile pour eux.

pas beaucoup ce qui les attend au cégep et nourrissent des fantasmes à ce sujet. «Ils ont des croyances qui n'ont aucun rapport avec la réalité», rapporte-t-il. Le temps de l'errance, de l'expérimentation est terminé au cégep. Actuellement, les régimes pédagogiques sont très sévères et impliquent que les jeunes s'engagent dans une voie pour de bon. L'encadrement est beaucoup moins grand qu'au secondaire mais les attentes, elles, le sont davantage. «Au cégep, note M. Rivière, la discipline n'est plus celle que l'étudiant a connue à l'école secondaire, ce qui en déstabilise plus d'un. Et pour finir, la plupart des étudiants entreprennent leurs études collégiales

sans aucune formation en méthodologie.»

Une nouvelle taxe

La «taxe à l'échec», mesure annoncée par la ministre de l'Éducation, au terme de la grève des étudiants, l'automne dernier, et qui vise à leur faire payer les cours échoués à partir du deuxième cours échoué, doit s'appliquer dès la rentrée de septembre prochain.

«L'immense majorité de ceux et celles qui trébuchent à la première session sont des étudiants qui réussissent très bien au secondaire», souligne Yvon Trotter. Ils sont déjà largement pénalisés. Leur confiance en eux, leur estime

de soi et leur motivation en prennent un coup. C'est parfois déjà difficile pour eux de maintenir l'élan et de poursuivre leurs études, dans ces conditions.» Le conseiller d'orientation doute que la taxe à l'échec soit la solution idéale pour éviter les échecs à répétition. Il ajoute toutefois: «Je suis porté à penser que, une fois la première session passée, le maintien ou la présence de cette taxe se défend bien. En disant aux étudiants: vous avez eu une première

session au cégep, vous avez pu constater le niveau de difficultés des études, vous avez testé votre orientation, vous avez eu le choix de maintenir ou de modifier votre programme d'études, vous avez eu accès aux services d'orientation

pour articuler une réflexion si vous étiez dans une situation embêtante... Maintenant, prenez vos responsabilités!»

De l'avis d'Yvon Trotter, et de nos deux étudiants, l'accès aux services d'orientation est un élément-clé de leur sérénité face à leur réorientation. Mais peut-on en dire autant des étudiants des autres cégeps? Selon l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec, d'importantes compressions budgétaires, dans les services directs aux élèves touchent particulièrement les services d'orientation. Déjà au collégial, en 1996-1997, on comptait à peine un conseiller d'orientation pour 2000 élèves: rien pour faciliter les choses aux étudiants, il va sans dire.

Dans un avis publié en 1995 et intitulé «Des conditions de réussite au collégial», le Conseil supérieur de l'éducation soulignait l'importance d'ajuster les ressources de soutien et d'orientation des collèges aux besoins des étudiants qui les fréquentent. La situation qui se dessine pourtant est toute autre. Il semble qu'il y aura de moins en moins de conseillers d'orientation pour aider les jeunes cégépiens à passer à travers une situation que plusieurs d'entre eux considèrent, avec raison, préoccupante: changer de programmes d'études.

Mais changer d'orientation à l'âge où la plupart des jeunes abordent le niveau collégial, n'est-ce pas normal? La clientèle première des cégeps, ce sont généralement des jeunes qui viennent à peine d'avoir 17 ans. Ils ne sont pas toujours motivés, n'ont pas nécessairement de méthode de travail et ne sont pas toujours prêts à assumer des études qui nécessitent beaucoup plus d'heures de travail que ce qu'ils ont connu au secondaire.

Et que dire de la voie sacrée des sciences, qui brûle tant d'étudiants au cégep dès la première session? Nombreux sont ceux qui pensent encore que leur salut passe seulement par les sciences. A 16 ans, on n'est pas nécessairement prêt à éliminer des options et à faire des choix difficiles.



ARCHIVES LE DEVOIR

C'est en cinquième secondaire, généralement vers l'âge de seize ans, que l'étudiant doit choisir la discipline collégiale qui déterminera sa future activité professionnelle.



Un prof. à la maison

LE SERVICE PRIVÉ D'AIDE AUX ÉTUDES N&R INC.
Une équipe de 350 professeurs. Cours privés à votre domicile.
Récupération, aide aux devoirs, préparation aux examens, perfectionnement.
Primaire, secondaire, collégial. Régions de Montréal et de Laval.
7 jours par semaine à l'heure qui vous convient.
Au service de public depuis 1993
(514) 973-4526 de 9h à 21h. <http://www.microtec.net:8080/~spac>

Devenez un auteur à succès

Vous avez envie d'écrire? L'École de rédaction vous offre un cours par correspondance qui vous montrera comment écrire de façon professionnelle et faire publier vos textes.

Apprenez à rédiger des articles, nouvelles, romans ou scénarios qui se vendront. Votre tuteur ou tutrice privé vous aidera à écrire des textes clairs, frais et vendables. En fait si, à la fin du cours, vous n'avez pas récupéré vos frais grâce à vos ventes, NOUS VOUS REMBOURSERONS jusqu'au dernier sou!

Écrivez-nous dès aujourd'hui pour obtenir gratuitement notre brochure explicative.

Appelez le 1-800-267-1543
ou par télécopieur le 1-613-749-9551

Nom _____ L'ÉCOLE DE
Adresse _____ REDACTION
38, ave. McArthur
Bureau 501
Ville / Prov. _____ Ottawa, Ontario K1L 6R2
Code postal _____

Le cours est déductible d'impôt et exempt de TPS

LES CONSEILLERS ET CONSEILLÈRES D'ORIENTATION

Partenaires de votre avenir

- Orientation / réorientation
- Bilan et gestion de carrière
- Évaluation de potentiel, personnalité, intérêts
- Information scolaire et professionnelle
- Recherche d'emploi
- Qualité de vie au travail
- Développement de carrière dans les organisations
- Préparation à la retraite
- Psychothérapie

Procurez-vous gratuitement notre
Répertoire des membres en pratique privée!



Ordre professionnel des conseillers et
conseillères d'orientation du Québec
☎ (514) 737-4717 ou 1 800 363-2643

Profession à titre réservé régie par le Code des professions

La Maison Théâtre
saison 1997-1998

9 spectacles dans un théâtre tout neuf avec
de nouvelles activités et de nouveaux services
à l'intention des écoles et des garderies!

Petit monstre / Little Monster (pré-scolaire et 1^{er} cycle) 10 oct. au 2 nov. 1997
Le Petit Dragon (1^{er} et 2^e cycle) 5 au 23 nov. 1997
Château sans roi (1^{er} cycle) 2 au 21 déc. 1997
Le champ (2^e cycle et secondaire) 3 au 8 fév. 1998
Les petits orteils / Tiny Toes (pré-scolaire et 1^{er} cycle) 11 fév. au 1^{er} mars 1998
Le Porteur (1^{er} et 2^e cycle) 4 au 22 mars 1998
Salvador / Salvador (2^e cycle et secondaire) 25 mars au 5 avril 1998
Pescetopococodrillo (1^{er} cycle) 15 avril au 3 mai 1998
Tu peux toujours danser (secondaire et collégial) 5 au 8 mai 1998

Réservations : (514) 288-7211



LE DEVOIR

POUR RELEVER DE
NOUVEAUX DÉFIS4 CERTIFICATS
OFFERTS
ENTIÈREMENT
À DISTANCE

Distribution et marchandage alimentaires

• Informatique

• Innocuité alimentaire

• Planification financière personnelle

Inscription
immédiate

(418) 656-7883

OU
1 800 561-0478

poste 7883



BUREAU DE L'ENSEIGNEMENT
À DISTANCE
Pavillon Louis-Jacques-Casault (5733)
Université Laval (Québec) G1K 7P4
Téléphone: (418) 656-7883
Télécopieur: (418) 656-3876
Courrier électronique: bed@dgc.ulaval.ca



LE SAVOIR DU MONDE
PASSE PAR ICI

www.ulaval.ca

• EDUCATION •

Les jeunes allophones à l'école française

Les écoles de l'île de Montréal regroupent des élèves parlant 160 langues maternelles différentes

FABIEN DEGLISE
COLLABORATION SPÉCIALE

Chaque année, plus de 50 000 élèves allophones se retrouvent sur les bancs des écoles québécoises. Fraîchement arrivés au pays, ils ne parlent généralement aucun mot de français et doivent, malgré tout, s'intégrer dans les programmes d'enseignement réguliers.

« Cette situation ne date pas d'hier, explique Marie-France Benes, directrice des services aux communautés culturelles du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ). Les élèves allophones sont présents dans le système éducatif québécois depuis le début du siècle. Mais pendant longtemps, ces derniers, refusés en raison de leur appartenance religieuse dans les commissions scolaires d'obédience catholique, s'orientaient davantage vers les écoles de langue anglaise. L'adoption de la loi 101, en 1977, qui oblige les immigrants à choisir les écoles francophones pour l'éducation de leurs enfants, a renversé cette situation. Aujourd'hui, plus de 80 % des allophones fréquentent les écoles francophones de la province — principalement celles de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) où plus de 92 % des immigrants élisent domicile.

Pour répondre aux besoins spécifiques de cette clientèle bigarrée, le MEQ ainsi que les différentes commissions scolaires de la province ont dû mettre en place des programmes de francisation pour aider les nouveaux immigrants à s'intégrer dans le système éducatif.

Dès leur arrivée, les élèves allophones sont placés dans des classes d'accueil pour apprendre, durant une dizaine de mois, les rudiments de la langue de Molière. Ce programme — instauré en 1969 pour répondre à l'arrivée massive des immigrants d'origine tchèque fuyant leur pays après l'échec du printemps de Prague — fournit les connaissances minimales nécessaires pour s'intégrer aux classes régulières.

« L'organisation scolaire est complexe, précise Mme Benes. Les élèves arrivent n'importe quand durant l'année scolaire, ils n'ont pas tous le même âge et ne possèdent pas le même niveau scolaire que les élèves québécois. » De plus, si dans le passé un même pays



Certaines commissions scolaires offrent des classes supplémentaires de français pour aider les jeunes à approfondir leurs connaissances grammaticales et syntaxiques.

pouvait fournir de 20 à 30 % du flux migratoire de l'année, la situation est aujourd'hui beaucoup plus éclatée et la diversité culturelle et linguistique qui en résulte ne rend pas la tâche facile aux enseignants.

Pour faciliter le travail des personnes confrontées quotidiennement à cette mosaïque linguistique, le Conseil scolaire de l'île de Montréal a réalisé une étude sur les multiples langues qui cohabitent dans les établissements scolaires de la CUM. « Plus de 160 langues sont parlées dans nos écoles, explique Marcel Saint-Jacques, le responsable de cette recherche. Nous les avons toutes regroupées en grandes familles, selon les similitudes et les différences qui existent avec le français, pour proposer des approches communes d'apprentissage aux élèves parlant des langues voisines. »

Cette recherche trace également le portrait du déploiement des princi-

pales langues sur le territoire montréalais, afin de mesurer les caractéristiques linguistiques du quartier dans lequel évolue l'élève. « Si cet espace intermédiaire entre la famille et l'école n'est pas de langue française, les enseignants devront alors instaurer des activités parascolaires pour renforcer l'apprentissage du français. » Les classes d'accueil fournissent les bases nécessaires pour démarrer dans le système éducatif, mais la maîtrise parfaite du français passe obligatoirement par un encadrement continu des élèves allophones durant leur scolarité.

En complément des cours réguliers, certaines commissions scolaires offrent des classes supplémentaires de français pour aider les jeunes à approfondir leurs connaissances grammaticales et syntaxiques, et surtout à apprivoiser le vocabulaire spécifique utilisé dans les différentes matières. « Grâce à ces programmes, les ensei-

gnants perdent moins de temps à expliquer des notions courantes qui, pour des raisons de connaissances linguistiques ou encore de référents culturels, ne sont pas maîtrisées », précise Monique Tremblay, conseillère pédagogique responsable des classes d'accueil à la Commission scolaire Sainte-Croix — une commission qui, avec 58 % de sa clientèle d'origine ethnique, possède la plus grande proportion d'élèves allophones au Québec.

De plus, pour favoriser à la fois l'intégration et les échanges en français, des écoles proposent aux élèves allophones d'être encadrés pour leurs devoirs par leurs collègues québécois. « Cette approche permet un apprentissage plus rapide dans un cadre moins formel, tout en donnant l'occasion aux francophones de s'enrichir au contact d'autres nationalités », poursuit Mme Tremblay.

Le ministère de l'Éducation a égale-

ment mis en place des cours d'enseignement des langues d'origine des élèves allophones. « Des études ont prouvé que pour bien maîtriser une nouvelle langue, il faut d'abord bien connaître la sienne », commente Mme Benes. Mais face à la multitude de langues présentes dans les écoles, ces cours tendent à disparaître.

Des résultats encourageants

Les différents programmes mis en place pour la francisation et l'intégration des élèves allophones semblent porter fruits. Certes, avec un taux de réussite de 60,3 %, les performances de ces élèves à l'examen de français du MEQ qui sanctionne la fin de la cinquième secondaire sont en dessous de la moyenne générale. Pourtant, certains secteurs de la ville, à fortes concentrations ethniques, font quelque peu mentir ces résultats. L'école secondaire Emile-Legault, située à Saint-Laurent, avec 93 % de sa

population étudiante non francophone, a obtenu l'an passé un taux de réussite de 96 % à l'examen de français. Un résultat qui place cette école parmi les meilleures de la région métropolitaine.

« Ce n'est pas le fruit du hasard, précise Georges Habib, directeur de l'école secondaire. Il y a dix ans, notre performance était catastrophique mais nous avons pris les moyens qui s'imposaient pour remonter la pente. » En plus des programmes existants, l'école a adopté une politique d'apprentissage du français et d'intégration sur mesure. Durant les trois dernières années du secondaire, les élèves sont sensibilisés au patrimoine culturel et historique québécois à travers la visite de régions d'Ottawa, de Montréal et de Québec, des pièces de théâtre, des concerts d'artistes francophones et la célébration des principales fêtes annuelles, comme Noël ou Halloween. Le tout en français.



Chaque année, plus de 50 000 élèves allophones se retrouvent sur les bancs des écoles québécoises.

tombée publicitaire : le vendredi 22 août
Ne manquez pas notre **cahier spécial**



publié le **6 septembre prochain!**
LE DEVOIR

Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec

Information: (514) 845-3327

BIBLIOTHÉCAIRES ET ENSEIGNANTS : UN PARTENARIAT PROMETTEUR

Deux vidéocassettes, primaire et secondaire, accompagnées d'un recueil de texte d'activités. Ils constituent la description de huit activités et d'exemples qu'il est possible de réaliser lorsque la « bibliothèque » est intégrée à l'enseignement et aux apprentissages.

Prix (ttc) vidéo + recueil: 20\$ Primaire - 26\$ Secondaire

ENTRAÎNEMENT À LA RECHERCHE D'INFORMATION AU PRIMAIRE

Document de 5 modules comprenant chacun la description de l'activité (document de planification), les aide-mémoire correspondant aux DOC utilisés, une activité d'exploration par DOC et le journal de bord (un par élève).

Prix (ttc) recueil: 7\$



MÉLOMANE: Personne qui aime la musique avec passion. (Le Petit Robert)

INVITATION À LA MÉLOMANIE

Une série de huit cours d'initiation à la grande musique

Approche dynamique basée sur l'écoute
Documentation abondante fournie
Claudio Ricignuolo
de l'Orchestre Métropolitain
Coût: 200 \$

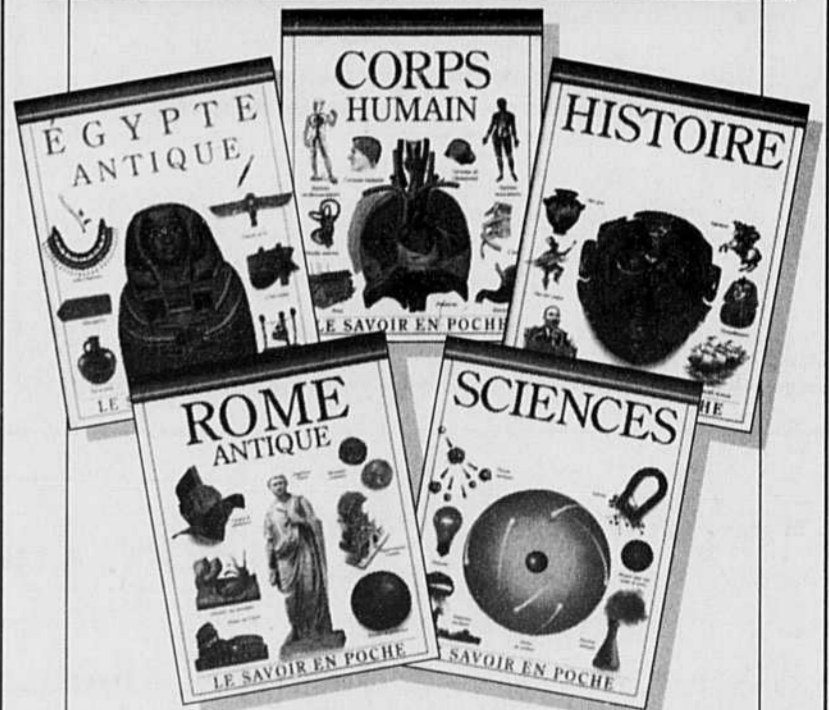
Séances d'information gratuites
Renseignements: 385-5015

Sur le Web :
<http://www.colba.net/~claudior>



Libre Expression

LE SAVOIR EN POCHÉ



18 SUJETS

illustrés, expliqués
et documentés
pour des TRAVAUX
et des RECHERCHES
RÉUSSIS !

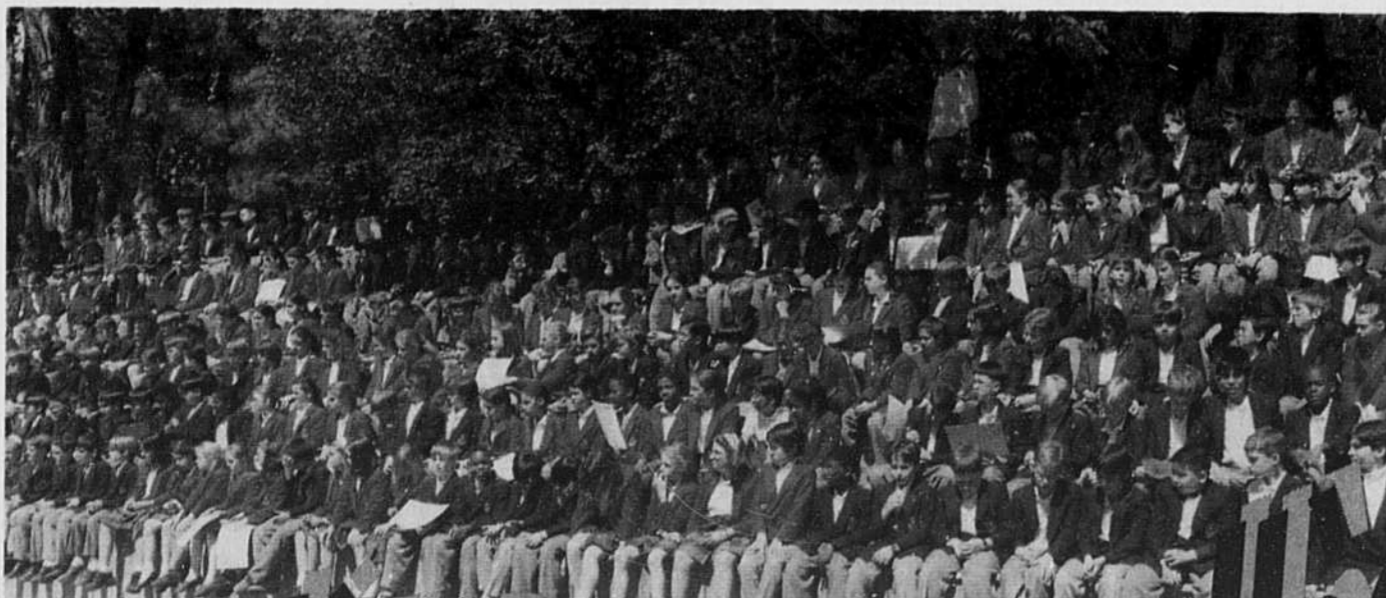
13,95 \$ chacun

Dans toutes les bonnes librairies et la plupart des grandes surfaces

Éditions Libre Expression 2016, rue Saint-Hubert Montréal H2L 3Z5

ACADÉMIE MICHÈLE-PROVOST inc.

ÉDUCATION - INSTRUCTION - SÉCURITÉ



Grandir avec son collège

Collège privé mixte - Primaire - Secondaire

1517, avenue des Pins, Ouest, Montréal (Québec) H3G 1B3

Tél. 934-0596